ANP

L'armée examine l'évolution des cybermenaces et les approches de cybersécurité et de cyberdéfense

La gestion des crises cybernétiques et la consolidation de la stratégie nationale de lutte contre les cybermenaces sont au centre d'un séminaire sur «les évolutions des cybermenaces et approches de cybersécurité et de cyberdéfense» qui se tient, les 25 et 26 mars 2019, au Cercle national de l'armée de Béni Messous, à Alger, à l'initiative du ministère de la Défense nationale (MDN)...

Lire page 6

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

ENTV

Toufik Khelladi démis de ses fonctions

Lire page 5

Quotidien National d'Information - 8e Année - Mardi 26 mars 2019 - 19 Radjab 1440 - N° 2053 - Algérie : 10 DA / 1 €
www.lechodalgerie-dz.com

Pour sortir le pays de cette conjoncture difficile

La classe politique appelle à conjuguer les efforts pour édifier une Algérie nouvelle

Photo : L'Echo d'Algérie ©

Lire page 3

Ahmed El-Hachemi Mazighi à l'APS :

«L'Algérie n'a jamais exporté gratuitement du gaz ou autres produits liquides d'hydrocarbures vers la France ou un autre pays»

• L'Algérie «n'a jamais exporté gratuitement du gaz ou autres produits liquides» d'hydrocarbures à ses clients, a affirmé, hier, le vice-président des activités de commercialisation de Sonatrach, Ahmed El-Hachemi Mazighi, dans un entretien accordé à l'APS. Questionné sur les informations publiées récemment par des médias sur de prétendues exportations gratuites de gaz algérien vers la France, Mazighi soutient qu'«il est impossible d'exporter gratuitement du gaz ou n'importe quel produit liquide (d'hydrocarbures) vers la France ou un autre pays». «J'aimerais rappeler quelques principes en matière d'exportation...

Lire page 7

Pour trafic de près de 5 quintaux de résine de cannabis

Deux narquotrafiquants écopent de 10 et 20 ans de réclusion à Oran

Le tribunal criminel de première instance d'Oran a prononcé, hier, 2 condamnations à 10 et 20 ans de réclusion criminelle dans une affaire portant sur le trafic de près de cinq quintaux de résine de cannabis. Un troisième mis en cause, qui se trouvait sous contrôle judiciaire, a été acquitté pour absence de preuves matérielles le liant à ce trafic. Le représentant du ministère public, a montré que les accusés ont agi en bande organisée, ce qui leur a valu la peine maximale, à savoir la réclusion à perpétuité. Cette affaire remonte au mois de novembre 2016, lorsque les éléments de la Gendarmerie nationale ont reçu des informations selon lesquelles des narcotrafiquants s'apprêtaient à transporter une importante quantité de drogue depuis El Aricha, dans wilaya de Tlemcen, vers la ville d'Ouargla, à environ 800 km.

Un dispositif de contrôle a été déployé par les services de la Gendarmerie nationale à Makmen Ben Amar, à une centaine de kilomètres au sud d'El-Aricha, ce qui a conduit à l'interpellation de A.S.E (33 ans) et B.A (35 ans) sans pour autant empêcher le transporteur de la drogue, S.B de mettre le feu au véhicule qui transportait la marchandise prohibée, avant de prendre la fuite. L'enquête a démontré que les 2 premiers individus avaient pour mission de sécuriser la route, alors que le troisième transportait quelque 470 kg de kif traité. BD, le frère de B.A, a été, à son tour, interpellé, lorsqu'il avait tenté de rendre visite à son cadet à la brigade de gendarmerie où il était détenu. Après instruction, le magistrat a inculpé A.S.E et les 2 frères pour trafic de drogue en bande organisée, laissant B.D sous contrôle judiciaire. Hier, à la barre des

accusés, seul B.A a reconnu avoir accepté de sécuriser la route contre la somme de 300.000 DA qu'il dira n'avoir, d'ailleurs, jamais touchée, soutenant que A.S.E était chargé de la même mission que lui. Les avocats des 2 frères ont demandé des circonstances atténuantes pour B.A, qui a reconnu sa participation à la sécurisation de la route et l'acquittement de B.D qu'aucune preuve ne liait à l'affaire. Quant au défenseur d'A.S.E, il a réclamé des circonstances atténuantes.

Malia S.

Accidents de la route

422 morts en janvier et février derniers au niveau national

Le Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPSR) a indiqué, dimanche dernier, dans un communiqué, que 422 personnes ont trouvé la mort et 4783 autres ont été blessées dans 3583 accidents survenus au niveau national durant les deux premiers mois de l'année. Le nombre d'accidents a augmenté de 1,13 % en janvier et février 2019, a précisé le communiqué du CNPSR, ajoutant que le nombre de morts a baissé de 2,99% et celui des blessés de 2,13% par rapport à la même période de 2018.

Selon les chiffres du même Centre, plus de 3300 personnes ont trouvé la mort dans des accidents de la route enregistrés en 2018, au niveau national.

A rappeler que le CNPSR a enregistré 23 024 accidents en 2018, ayant fait 3310 morts et 23 570 blessés. Le nombre de morts a baissé de 9,04%, celui des blessés de 10,24% et celui des accidents de 8,04% par rapport au bilan de l'année 2017 communiqué par le CNPSR.

Tamanrasset

Arrestation de 5 individus dans une affaire d'homicide volontaire

Les services de police judiciaire de la sûreté de wilaya (SW) de Tamanrasset ont appréhendé 5 individus (19 à 23 ans), impliqués dans une affaire d'homicide volontaire avec préméditation, non dénonciation de crime et port illégal d'armes de catégorie six, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps sécuritaire.

Alertés via un appel téléphonique sur la ligne verte «1548» faisant état d'une personne agressée à l'aide d'un objet tranchant au niveau de la station de taxis d'Outoul, à Tamanrasset, les services précités ont ouvert une enquête ayant permis à l'identification et l'arrestation de l'auteur du crime en compagnie de 4 autres individus et la récupération de l'arme du crime, un tournevis, a précisé la cellule de communication de la SW. Au terme de l'enquête et des procédures d'usage, les mis en cause ont été présentés à la justice, selon la même source.

Mascara

Deux malfrats sous les verrous

Les éléments de la brigade de la police judiciaire relevant de la 1re Sûreté urbaine de Mascara ont arrêté 2 individus, âgés de 18 et 29 ans, pour leur implication dans 2 vols commis à l'intérieur de 2 locaux commerciaux situés au quartier Bab Ali avec la récupération d'objets volés. Selon un communiqué de la Sûreté de la wilaya de Mascara, ces 2 arrestations font suite à 2 plaintes déposées auprès de la brigade citée plus haut, par 2 victimes dont les locaux commerciaux avaient fait l'objet d'un vol par effraction par des inconnus qui ont emporté avec eux une importante quantité de produits désinfectants et désodorisants.

Les éléments de la brigade ont alors déclenché une enquête qui a abouti à leur identification, puis à leur arrestation. La perquisition opérée à l'intérieur de leurs domiciles a permis de récupérer une quantité d'objets volés. Présentés devant la justice, les 2 mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt.

Alger

Un homme électrocuté à Cherarba

Alors qu'il effectuait le réglage de l'assiette de sa parabole sur la terrasse de sa maison, près d'un pylône électrique, un jeune trentenaire a été foudroyé par le courant à haute tension.

Cela s'est produit, jeudi dernier, à Cherarba, au sud d'Alger. Cette localité replonge dans le drame, vu que ce pylône électrique a déjà fait sept victimes en l'espace de quelques mois. On assiste, encore une fois, à des drames absolument insensés.

Des citoyens de la localité ont écrit à Sonelgaz pour alerter sur le danger qui menace le site, indique-t-on. Mais, ajoute-t-on, l'entreprise n'a pas daigné répondre à leurs doléances. Ainsi, la négligence criminelle et l'insouciance, qui laissent les citoyens vivre dans l'angoisse, continuent.

Tunisie

Une centaine de migrants clandestins interceptés au Grand Tunis

Les forces de la sûreté nationale de Tunisie ont réussi à intercepter une centaine d'individus pour tentative d'immigration clandestine à partir du port de la Goulette, principal port maritime du pays et située dans la banlieue nord de Tunis, a annoncé, hier, le porte-parole du ministère tunisien de l'Intérieur, Sofiène Zaâg. Selon Zaâg, «soixante-dix personnes ont été placées en garde à vue, alors que les trente autres sont passés en comparution immédiate étant donné qu'ils sont mineurs». «Le ministère de l'Intérieur est vigilant face aux tentatives de migration par la mer qui se multiplient dès l'arrivée du beau temps et l'amélioration des conditions météorologiques», a-t-il dit, dans une déclaration à la presse. Zaâg a, par ailleurs, catégoriquement nié certaines informations portant sur un assaut à armes blanches mené par un groupe d'individus cagoulés sur le port dans une tentative de s'infiltrer dans l'un des navires ancrés sur place. D'un autre côté, la direction générale de l'Office de la marine marchande et des ports (OMMP) de Tunisie a, pour sa part, «démenti toute attaque ou tentative d'attaque visant un ou plusieurs employés au sein du port de la Goulette dans la soirée de samedi ou encore les jours qui l'ont précédé (...) s'infiltrer dans cet espace est presque impossible», a indiqué un communiqué de l'OMMP.

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02
Direction de la publicité : *Tél-Fax* : 023 54 23 04
بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 00500111400201363101 3

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59

Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse

Impression
SIA

www.lechodalgerie-dz.com E-mail : echodalgerie@gmail.com L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information @echodalgerie_dz

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Pour sortir le pays de cette conjoncture difficile

La classe politique appelle à conjuguer les efforts pour édifier une Algérie nouvelle

Dans cette conjoncture particulière que travers le pays, plusieurs partis et personnalités politiques ont appelé, ces derniers jours, à la nécessité de conjuguer les efforts en vue d'édifier une Algérie nouvelle à laquelle tout le monde aspire.

Ph : L'Echo d'Algérie ©

A ce titre, les idées proposées sur la scène nationale sont à même de concrétiser le rapprochement entre les différentes franges de la société populaire et d'ouvrir d'autres perspectives permettant de surmonter la situation actuelle, ont-ils souligné, mettant l'accent sur l'impératif de faire preuve de sagesse et de prévaloir l'intérêt suprême du pays et du citoyen. Saluant le caractère pacifique des marches populaires, ces partis ont mis en garde contre certaines parties suspectes qui mettent en péril l'unité et la stabilité du pays et anéantissent les aspirations du mouvement populaire, tout en soulignant le rôle important de l'ANP dans la protection du pays et l'attachement à ses missions constitutionnelles et à ses engagement en tant que rempart du peuple et de la nation. Ainsi, les participants à la réunion de concertation de partis de l'opposition, de représentants de syndicats et de personnalités nationales, tenue au siège du Front algérien pour le développement, la liberté et la justice (FADLJ), ont proposé une feuille de route pour une solution politique dans le cadre de la légitimité populaire, à mettre en œuvre au terme de l'actuel mandat présidentiel. Cette feuille de route prévoit l'institution d'une courte période de transition au cours de laquelle les prérogatives du président sortant seront transmises à une instance présidentielle composée de personnalités nationales connues pour leur crédibilité, probité et compétence. L'Instance aura pour mission de prendre en charge les revendications du peuple et ses membres s'abstiendront de toute candidature ou proposition de candidature lors des prochaines échéances électorales. Elle aura également à assumer les prérogatives du chef de l'Etat et à nommer un gouvernement de compétences nationales pour gérer les affaires, outre la création d'une instance nationale indépendante pour l'organisation des élections et la révision de la loi portant régime électoral aux fins d'organiser une élection présidentielle libre et régulière. Il a été convenu lors de cette réunion de la poursuite des concertations autour des questions et démarches complémentaires pour une meilleure prise en charge des revendications populaires et de la définition d'un délai n'excédant pas six mois pour la concrétisation des clauses de la feuille de route. Le débat se poursuivra autour de la feuille de route pour décider des mécanismes appropriés pour la prise en charge des revendications du peuple. Les participants ont exprimé leur disponibilité à examiner d'autres propositions susceptible de prendre en charge ces revendications, appelant l'ANP à aider à la consécration des attentes populaires dans le cadre du respect de la légitimité populaire. Ils ont lancé un appel au peuple algérien à l'effet de maintenir leur mouvement de protestation et faire preuve de vigilance face à toute tentative d'infiltration, de dispersion, ou de contournement de leurs revendications. De son côté, le parti du Front Al Moustakbal avait proposé un plan basé sur le respect de la Constitution afin de sortir le pays de cette situation. Le même parti avait plaidé en faveur de la création d'une haute instance de surveillance des élections tout en élargissant ses prérogatives à l'organisation et la surveillance des élections ainsi que l'annonce des résultats, parallèlement au maintien de toutes les instituions en exercice pour assurer la gestion des affaires de l'Etat. Pour sa part, le Parti des travailleurs a réitéré, par la voix de sa secrétaire générale, Louisa Hanoune, son appel pour la mise sur pied de comités populaires qui regroupent différentes catégories de la société et œuvrent à formuler les revendications soulevées par les citoyens durant les dernières marches pacifiques. Hanoune a précisé que la seule voie à même de consacrer la souveraineté du peuple est de constituer des comités populaires qui regroupent toutes les catégories de la société, à savoir des étudiants, des travailleurs, des retraités, des personnes aux besoins spécifiques et des jeunes qui mandateront, à leur tour, leurs délégués pour convoquer une assemblée générale nationale et formuler les revendications soulevées par les citoyens.

En rejetant toute ingérence étrangère, le peuple algérien réaffirme son attachement à la souveraineté nationale

Dans ce sens, elle a souligné que les comités populaires sont nécessaires, car il s'agit de préserver le caractère pacifique des marches populaires, considérant que la participation de l'ensemble des franges sociales dans la constitution de ces commissions est une consécration effective de la souveraineté du peuple.
Dans ce sens, la SG du PT a indiqué que les slogans brandis lors des derniers vendredis, qui étaient plus précis, ont définit le contenu politique et socioéconomique des aspirations de la majorité du peuple qui veut le départ du système politique et veut exercer sa pleine souveraineté. Ces slogans ont également exprimé de manière franche et claire le rejet de toute ingérence étrangère, ce qui conffirme que la majorité est attachée à la souveraineté nationale, a-t-elle ajouté. De son côté, le secrétaire général du mouvement El Bina a déclaré que son parti politique espère que le mouvement populaire puisse aboutir à des solutions réalistes épargnant au pays toute dérive. Il a relevé que l'Algérie nécessite actuellement des solutions politiques pratiques lui permettant de gagner du temps et aller vers le changement qui assure la sécurité du pays, précisant que ce mouvement populaire, auquel «nous adhérons comme citoyens et non pas comme partis, nécessite une représentation qui correspond aux ambitions du peuple». Il a estimé qu'il faut passer directement aux élections présidentielles, notant que le futur président élu est le seul habilité à mettre en place des réformes que nécessite la nation sur le plan politique, social et économique, ajoutant que le mouvement populaire doit donner lieu à un dialogue constructif où contribuent des sages, des compétences et différents autres acteurs. Le secrétaire général du mouvement a fait savoir que son parti soutient la stabilité des institutions de l'Etat, saluant le caractère civilisé du mouvement pacifique et le professionnalisme dont ont fait preuve les services de sécurité. Dans le même ordre d'idées, le président du parti Ahd 54, Ali Faouzi Rebaïne a affirmé que le peuple algérien était souverain quant au choix de ses représentants. Rebaïne a précisé que le mouvement populaire doit avoir une issue, ajoutant que la rue ne renoncera pas à ses revendications et n'acceptera pas de représentants du système actuel. Après avoir rappelé le soutien de son parti au mouvement populaire, le président de AHD 54 a appelé à la nécessité de respecter la Constitution et les lois de la République et de prendre en charge les revendications du peuple. Il a également appelé à prendre des décisions et des mesures opérationnelles en y associant le peuple, préconisant la formation d'un gouvernement d'entente nationale qui prendra en charge la préparation et la supervision des élections.

T. Benslimane

Fête nationale de la Grèce

Le Président Bouteflika félicite le Premier ministre grec

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations au Premier ministre grec, Alexis Tsipras, à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays, dans lequel il lui a fait part de son attachement à la poursuite du développement des relations d'amitié existant entre les deux pays.
«Il m'est particulièrement agréable, au moment où la République hellénique célèbre sa fête nationale, de vous adresser mes sincères félicitations ainsi que mes vœux de santé et de bonheur personnel», a écrit le chef de l'Etat dans son message. «Je tiens à vous assurer, en cette heureuse occasion, de mon attachement à la poursuite du développement des relations d'amitié existant entre nos deux pays et de ma volonté à œuvrer, avec vous, pour consolider notre coopération au bénéfice mutuel de nos deux pays», a ajouté le président de la République.

Conférence nationale

Lakhdar Brahimi dément avoir été contacté

Dans une lettre que Lakhdar Brahimi aurait adressée à ses amis, annonce Le Point. FR. Le diplomate apporte des clarifications sur le rôle qu'il avait joué lors de sa visite en Algérie.

Il dément, entre-temps, les propos à son égard. «Je cherche simplement à clarifier, une fois pour toutes, quelques points qui concernent ma modeste personne». Lakhdar Brahimi a écrit dans sa correspondance que «L'Algérie vit des journées et des semaines pleines de promesses, mais aussi de craintes et de dangers. Chacun essaie de suivre ce qui se passe chez nous, de là où il/elle se trouve. Certains essaient de peser sur les événements. Ceci est parfaitement légitime lorsqu'il s'agit d'Algériennes ou d'Algériens, ça ne l'est pas du tout pour celles et ceux qui ne le sont pas. Dans ce message, je ne cherche pas à analyser, encore moins à prescrire», ajoutant qu'«au pays, comme à l'étranger, on continue à dire et à écrire que l'on m'a offert la position de président de la Conférence nationale proposée pour une sortie de la crise. On continue même d'écrire que je tiens actuellement ce rôle. J'ai dit publiquement et je le redis ici, que ce n'est pas vrai, on ne m'a jamais proposé ce poste, pas plus qu'on ne m'a proposé à aucun instant le moindre rôle officiel ou officieux.» Pour lui, «la situation dans le pays n'est pas celle où une seule partie peut unilatéralement choisir le président d'une telle Conférence. Si et quand cette Conférence devait devenir réalité, ce serait, à l'évidence, aux différents groupes qui en feraient partie de s'entendre pour choisir le président de la Conférence ou, plus probablement le Présidium qui piloterait ses travaux.» Le diplomate affirme également que les conversations qu'il a eues avec les représentants politiques, de l'Etat comme de l'opposition, et des membres de la société civile, étaient informelles. «Faut-il désormais être mandaté par qui que ce soit pour parler à des compatriotes de la situation dans notre pays ?».

• Mouloud Hamrouche ferme la porte à tout rôle politique

L'ancien chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche, a exclu tout rôle politique éventuel qu'il pourrait jouer, quelles que soient les conditions, a-t-il indiqué, hier, dans une déclaration envoyée à la presse. «Je ne suis nullement candidat. Je ne serai pas candidat à d'éventuelles instances de transition ni à de futures élections quelles que soient leurs natures, leurs échéances et leurs conditions», a-t-il expliqué.

Le nom de Mouloud Hamrouche est apparu ces derniers jours, dans la presse comme probable candidat à une future présidentielle. La Une du quotidien *El Khabar* de lundi le listait parmi d'autres noms comme «remplaçants» probables du Président Abdelaziz Bouteflika. Dans un entretien à TSA, hier, l'ancien secrétaire général du FLN, Amar Saadani, avait également évoqué Mouloud Hamrouche, entre autres, comme candidat probable du vieux parti à une future élection présidentielle. Le candidat à la présidentielle de 1999 ferme ainsi la porte à tout rôle politique dans le futur, que ce soit dans l'éventuelle période de transition qui va suivre le mouvement populaire contre Bouteflika qui dure depuis un mois, ou dans une future élection. Hamrouche ajoute, toutefois, qu'il garde le droit de s'exprimer sur des questions d'intérêt public.

«Je m'exprimerai chaque fois que j'estimerai que mon point de vue peut éclairer l'opinion ou alerter mes concitoyens. Dont acte», a-t-il affirmé.

Ressources en eau

Mise en service de 327 projets en prévision de la saison estivale 2019

En prévision de la saison estivale 2019, le ministre des Ressources en Eau, Hocine Necib a présidé, hierà Alger, une réunion de travail portant sur l'examen des mesures mises en œuvre afin d'assurer un service public de l'eau continu et de qualité, avec, notamment, la mise en service de 327 projets. Ainsi, dans un communiqué de presse, le ministère des Ressources en eau a précisé que ces 327 projets concerneront alors plus de 6 millions d'habitants. Selon la même source, cette réunion ayant regroupé les Directeurs centraux du ministère et les Directeurs généraux des organismes de gestion du service public de l'eau à savoir, l'Algérienne des eaux (ADE) et la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal), la société de distribution d'eau d'Oran (SEOR) et la Société de l'eau et d'assainissement de Constantine (Seaco), s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres organisées périodiquement depuis la fin de la saison estivale précédente. «L'examen établi augure d'une saison estivale très convenable par rapport aux objectifs fixés à la fin de la saison estivale précédente en matière de service public de l'eau potable, tant sur le plan de la quantité que sur le plan de la qualité», lit-on dans le texte du communiqué. D'abord, sur le plan de la disponibilité de l'eau, outre les apports considérables enregistrés au niveau des barrages en exploitation et de la recharge des nappes phréatiques à la faveur d'une année pluviométrique satisfaisante, l'évaluation de l'état d'avancement des différents programmes de développement engagés par le secteur à travers le territoire national est «rassurante». «En effet, pas moins de 327 projets dont une vingtaine à caractère structurant, tous programmes confondus, seront graduellement mis en service d'ici la saison estivale 2019 et permettront de mobiliser plus de 1,3 million de m^3 supplémentaires par jour, faisant bénéficier plus 6 millions d'habitants d'une meilleure desserte en eau potable», a souligné le département ministériel. Sur le plan de la qualité, les opérateurs de service public de l'eau potable ont pris les dispositions nécessaires en matière de constitution de stocks suffisants de produits de traitement de l'eau tels que le sulfate d'alumine, l'hypochlorite de calcium, le polymère, le permanganate de potassium, le chlorure ferrique entre autres et l'acquisition d'équipements de laboratoire (Etuves d'évaporation, auto analyseurs, microscopes renversés, adoucisseurs). Ces opérateurs ont également pris les dispositions nécessaires en matière de nettoyage et désinfection des réservoirs et châteaux d'eau ainsi que le renforcement du contrôle de la qualité de l'eau au niveau des points de prélèvement et de distribution, des réservoirs et châteaux d'eau, en multipliant les fréquences d'analyses, notamment aux points critiques du réseau. En outre, continue la même source, dans le cadre de la lutte contre les maladies à transmission hydriques, le ministère des Ressources en eau en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, a engagé un programme triennal 2019-2021 de prise en charge d'environs 6000 sources

sur les plans de l'aménagement, de la gestion et du contrôle de la qualité. En matière d'organisation, les opérateurs de gestion du service public de l'eau ont été instruits à l'effet de mobiliser tous les moyens d'intervention nécessaires, de renforcer les astreintes pour intervenir efficacement et avec célérité en cas d'incidents, de redéployer les effectifs selon les besoins et de planifier les congés annuels pour disposer d'une présence optimal des responsables et des personnels opérationnels pour assurer la continuité du service public, a encore ajouté la même source. De même, un programme d'information et de communication spécial saison estivale est élaboré afin de renforcer la relation avec les usagers du service public de l'eau. Il s'agit, notamment, d'anticiper sur les perturbations qui pourraient survenir dans l'alimentation en eau potable en utilisant tous les moyens de communications disponibles (presse, radio, TV, affichage, réseaux sociaux et les centres d'appels téléphoniques opérationnels (CATO) etc...).

L'ECHO D'ALGERIE www.lechodalgerie-dz.com

Le front de la contestation continue de s'élargir

Les travailleurs communaux et les architectes observent un sit-in à Alger

Les employés et fonctionnaires des communes ainsi que les architectes ont observé, hier, à la place de la Grande Poste, à Alger, un sit-in pour revendiquer le changement du système et soutenir les revendications du mouvement de protestation populaire.

Les employés des communes ayant répondu à l'appel du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (SNAPAP) ont brandi des slogans appelant au changement du système, au rejet du prolongement du mandat du président de la République et à lutter contre la corruption et la bureaucratie, tout en exigeant l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles. Lors de leur sit-in, les architectes ont brandi des slogans revendiquant la liberté, la démocratie, le respect de la volonté du peuple et la participation de tous les enfants de l'Algérie à la construction de leur avenir. De leur côté, les employés du secteur de la santé ont observé des sit-in de protestation à travers plusieurs établissement hospitaliers d'Alger pour revendiquer «le changement du système», «le respect de la Constitution» ainsi que le rejet de toute ingérence étrangère dans les affaires internes du pays. Ces protestataires, parmi lesquels figurent des médecins, des paramédicaux et des fonctionnaires, ont exigé d'assurer les moyens médicaux au profit des établissements hospitaliers, en vue d'une meilleure prise en charge des malades, appelant à cet égard, au départ du secrétariat général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui n'a pas contribué, selon eux, à la préservation des acquis socio-professionnels des travailleurs du secteur de la Santé.

Des communes de plusieurs wilayas, à l'image d'Aïn Defla, Blida, Médéa, et Tipasa, ont connu des mouvements de protestations similaires, pour exiger «le changement du système» et des «réformes radicales», a-t-on constaté sur place.

Les manifestants ont brandi, lors de ces sit-in de protestation qui soutiennent le mouvement populaire, des slogans qui exigent «un changement radical» au sein du système» et le départ de plusieurs visages politiques. A Tizi-Ouzou, des milliers de manifestants ont participé à une marche pacifique organisée par la section de wilaya de l'UGTA, en vue de demander «un changement radical« du système politique actuel et le départ du secrétaire général (SG) de la Centrale syndicale.

Houda H.

Coopération bilatérale algéro-azerbaïdjanaise

Bensalah reçoit l'ambassadeur d'Azerbaïdjan

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, et l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en Algérie, Maher Alyif, ont examiné, hier, à Alger, les relations bilatérales historiques et les domaines de coopération entre les deux pays ainsi que la possibilité de l'élargir, a indiqué un communiqué du Conseil. Bensalah et l'ambassadeur azerbaïdjanais qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, ont mis en avant «la dynamique claire illustrée par les visites échangées et la signature d'accords dans plusieurs secteurs visant à approfondir les relations entre les deux pays et peuples frères».

ENTV

Toufik Khelladi démis de ses fonctions

Le directeur général de l'Entreprise nationale de la télévision (ENTV), Toufik Khelladi, a été démis de ses fonctions, et remplacé par Lotfi Cheriet, a-t-on appris, hier, auprès de cette entreprise. Ancien journaliste et directeur de l'information de l'ENTV et directeur de Canal Algérie, Cheriet est membre de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV). Khelladi a été appelé à d'autres fonctions, selon la même source.

Import-export

Le carnet douanier d'admission temporaire, un dispositif très performant méconnu

La directrice générale de la Chambre algérienne du commerce et d'Industrie (CACI), Ouahiba Bahloul, a appelé, hier, à Alger, les opérateurs économiques algériens à recourir davantage au carnet douanier d'admission temporaire, leur permettant d'importer ou exporter, de manière temporaire, des marchandises sans paiement des droits et taxes normalement applicables.

«L'Algérie dispose d'un dispositif très performant, mais méconnu, qui est le carnet douanier d'admission temporaire, c'est pourquoi nous invitons les opérateurs économiques algériens à recourir davantage à ce mécanisme qui leur offre beaucoup de facilités et d'avantages en termes de procédures douanières, de coûts, ainsi que de possibilités de pénétrer des marchés à l'international», a expliqué Behloul. Elle s'exprimait en marge d'une journée d'information sur le carnet douanier d'admission temporaire, organisée par la CACI, en collaboration avec la Direction générale des Douanes algériennes (DGD) et l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA). Précisant que le but de cette journée était de vulgariser et sensibiliser les opérateurs économiques sur la nécessité de recourir au carnet douanier d'admission temporaire, la responsable a souligné que le contexte actuel de l'économie algérienne axé sur une vive dynamique à l'export et surtout la participation à des foires à l'international pour promouvoir le produit algérien, «rend ce dispositif indispensable».

A travers ce genre de journées d'information initiées par la CACI à travers le territoire national, précise-t-elle, le nombre des opérateurs ayant utilisé cette procédure, ces trois dernières années, avoisine les 130 opérateurs économiques annuellement, alors qu'il ne dépassait pas la trentaine auparavant. Expliquant que l'Algérie est signataire des accords internationaux initiant ces procédures depuis les années 90, et regrettant que les orientations économiques n'étaient pas en faveur de leur expansion, elle a précisé que son institution poursuivra ces actions de proximité et de sensibilisation en vue d'augmenter le nombre d'opérateurs économiques utilisant ces procédures.

Intervenant lors de cette journée, le représentant de la DGD, Adel Habsa, a expliqué que le carnet douanier d'admission temporaire, plus communément appelé le carnet ATA, est un document de passage en douanes en suspension des droits et taxes, permettant l'exportation temporaire dans 76 pays, de certains types de marchandises et équipements destinés à divers usages, notamment les échantillons commerciaux et matériels professionnels destinés aux expositions dans des foires et salons, conformément à la Convention de Bruxelles de 1961 et la Convention d'Istanbul de 1990. Selon lui, le carnet ATA, remplace les obligations déclaratives lors du franchissement de chaque frontière et dispense de fournir aux douanes une garantie (caution ou consignation) exigible par les douanes pour toute exportation ou importation temporaire. D'une validité d'une année, le carnet ATA, est délivré par les institutions émettrices (la CACI pour le cas algérien), a-t-il ajouté, soulignant que ces institutions sont garantes des obligations du titulaire du carnet, notamment le respect des engagements sur la destination des marchandises, l'acquittement des droits, taxes et pénalités en cas d'infraction, l'apurement dans les délais et la restitution du carnet après apurement. Il a précisé que les marchandises éligibles au carnet ATA sont les marchandises destinées à être présentées ou exposées lors d'une exposition, foire, congrès ou autre manifestation similaire, matériel professionnel, marchandises destinées à des fins scientifiques, éducatives ou culturelles, ainsi que le matériel de propagande touristique. Le régime du carnet ATA exclue, selon Habsa, les matériels destinés à la production et exécution des travaux, les marchandises devant faire objet de livraison ou de transformation, les consommables et marchandises périssables, ainsi que les moyens de transports à l'exception des véhicules spécialement aménagés. «Dans le cadre de l'apurement du carnet ATA, l'opérateur doit prouver la réimportation de tout ce qui a été exporté sous le régime de l'admission temporaire. Le cas échéant, les services des Douanes saisissent l'institution garante à l'effet de procéder à la consignation des sommes exigibles», a-t-il précisé. Témoignant des avantages de ce mécanisme, Lotfi Bahlou, représentant d'une société algérienne spécialisée dans les équipements scientifiques de contrôle et de laboratoires, a estimé que le carnet ATA permet de «faciliter les participations à l'étranger d'une façon simplifiée au lieu de recourir à des procédures classiques d'exportation et de réimportation, souvent lourdes et couteuses». Selon plusieurs participants, le carnet ATA, permettra une participation «plus agressive» des opérateurs algériens aux foires et manifestations à l'international pour promouvoir le produit algérien, notamment dans le cadre des dernières actions initiées par le ministère du Commerce qui avait mené plusieurs délégations algériennes dans des foires internationales.

M. M.

Joint venture

L'Algérie et l'Italie vont fabriquer en commun des hélicoptères

Un pacte portant création de la société algéro-italienne «Leonardo Hélicoptères-SPA/Algérie», a été signé au siège du ministère de la Défense nationale, lors d'une cérémonie présidée par le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le général-major Abdelhamid Ghriss, et le général de corps d'armée, Nicolo Falsaperna, secrétaire général du ministère de la Défense italienne, et directeur national de l'armement.

«Cette société est issue d'un partenariat entre l'Etablissement de développement de l'industrie aéronautique (EDIA) relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale et les compagnies Leonardo-International et Leonardo Hélicoptères, suite au protocole d'accord de partenariat industriel et commercial signé le 11 août 2016, portant production d'hélicoptères de marque Agusta-Westland sur le site d'Aïn Arnat, dans la wilaya de Sétif». Il est à signaler que cette société «est dédiée à la fabrication d'hélicoptères légers et moyens pour divers usages, parmi lesquels le transport de personnels et cargo, l'évacuation sanitaire, la surveillance et le contrôle, selon un plan de charges qui prévoit l'exportation à l'étranger». Ladite société «bénéficiera, dès son lancement, d'un réseau de distribution local et international et d'un service après-vente incluant l'ensemble des échelons de réparation et de service après-vente garantissant les différents échelons de réparation et son propre système de formation et de qualification pour ses propres besoins et ceux des clients». En outre, «cette activité industrielle va soutenir le développement d'activités de haute technologie dans les matériaux composites, mécanique de précision, électronique et optoélectronique». Ce partenariat entre dans le cadre de «l'intérêt qu'accorde le Haut commandement de l'Armée nationale populaire au développement des fabrications militaires, afin de contribuer au développement de l'économie nationale et renforcer son potentiel».

Le général-major Abdelhamid Ghriss, a souligné, à cette occasion, l'«excellence» des relations algéro-italiennes basées sur une «confiance mutuelle, ainsi que la disponibilité de chaque partie, à renforcer, encore plus, cette coopération, notamment sur les plans du transfert technologique, du savoir-faire et du co-développement». Dans l'optique d'atteindre un partenariat «fructueux, avantageux fécond et mutuellement profitable» aux deux pays, il a exprimé le vœu que «la coopération dans les domaines technico-militaires et de l'industrie de défense, connaisse davantage de progrès, afin de pouvoir aborder de nouveaux domaines d'intérêts communs et explorer de nouvelles perspectives de coopération, en aspirant aux transfert de technologie et de savoir-faire que matérialiseraient des projets communs de partenariats industriels».

De son côté, le général de corps d'Armée, Nicolo Falsaperna s'est félicité de la création de cette société, faisant part de son souhait de voir la coopération algéro-italienne se renforcer davantage. Relevant la «qualité» des relations entre les deux pays, il a souligné que ce partenariat marque un moment «significatif» dans les relations bilatérales, faisant part de sa «conviction» que ce partenariat ouvrera la voie à d'»autres initiatives fructueuses». L'usine, «qui emploiera 300 personnes hautement qualifiées, fabriquera 100 appareils sur les 10 prochaines années, dont une partie sera destinée à l'exportation», a précisé le directeur général de l'Etablissement de développement de l'industrie aéronautique (EDIA) relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale, le général Belhadj Mouloud.

T. M.

ANP

L'armée examine l'évolution des cybermenaces et les approches de cybersécurité et de cyberdéfense

La gestion des crises cybernétiques et la consolidation de la stratégie nationale de lutte contre les cybermenaces est au centre d'un séminaire sur «les évolutions des cybermenaces et approches de cybersécurité et de cyberdéfense» qui se tient les 25 et 26 mars 2019 au Cercle national de l'armée de Béni Messous, à Alger, à l'initiative du ministère de la Défense nationale (MDN). «Les travaux du séminaire ont été inaugurés, au nom du général de corps d'armée, vice-ministre du la Défense nationale, chcf d'état-major de l'Armée nationale populaire, par le général-major Cherif Zerrad, chef du Département emploi-préparation/EM-ANP, en présence de cadres supérieurs de l'ANP et de nombreux experts civils», a indiqué un communiqué du MDN.

«Les participants débâteront, pendant deux jours, des nouvelles formes de Cybermenaces et des méthodes aidant à y faire face, et ce, à travers plusieurs axes s'articulant autour de la sécurisation des infrastructures numériques, la cyber-résilience comme une nouvelle dimension de la Cybersécurité, ainsi que la coordination nationale et la coopération internationale dans les domaines de la Cybersécurité et de la Cyberdéfense, en créant un espace de débat et d'échange entre les différents acteurs, en vue de mieux comprendre les enjeux de la Cybersécurité et la Cyberdéfense et identifier l'impact des Cybermenaces sur la sécurité des personnes et des biens, voire la sécurité nationale», souligne la même source.

Des conférences et des activités pratiques ont été animées, au premier jour de ce séminaire dans sa deuxième édition, par des cadres militaires et experts civils qui ont mis l'accent sur les différents aspects liés au domaine de la gestion des crises cybernétiques et la consolidation de la stratégie nationale de lutte contre les Cybermenaces.

T. M.

Eco-bâtiment

Un nouveau programme d'isolation thermique sera lancé en 2019

Un nouveau programme d'isolation thermique des bâtiments d'une capacité de «1000 équivalents logements/an» sera lancé en 2019, a indiqué, hier à Alger, un responsable à l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue). «Il s'agit du deuxième programme d'éco-bâtiment, après celui d'un projet pilote de 600 logements de type public locatif, lancé en 2011. La particularité de ce nouveau est son envergure nationale et son lancement par voie d'appel d'offre», a précisé le chef de département bâtiment auprès de l'Aprue, Tahar Moussaoui, lors un séminaire sur l'efficacité énergétique dans le bâtiment, organisé en marge du Salon international du bâtiment (Batimatec Expo 2019). A cet effet, un cahier des charges est «en préparation», selon ce responsable. Ce programme sera focalisé essentiellement sur l'amélioration de l'isolation des toitures et des fenêtres, a-t-il expliqué. Concernant le financement des surcoûts, le même responsable a fait savoir que «l'apport de l'Etat dans la réalisation de ce programme sera de 80% du surcoût induit par l'isolation, alors que l'apport de maître d'ouvrage sera de 20%». Il a également avancé que l'économie d'énergie cumulée à l'horizon 2030 sera de 40 000 Tep. Dans ce contexte, Moussaoui a mis l'accent sur l'importance de développer une industrie des matériaux isolants (laine de roche, laine de verre, polyuréthane, liège, polystyrène...). De son côté, le DG du Centre national d'étude et recherche intégrée du Bâtiment (Cnerib), Hamid Afra, a indiqué qu'un accord était en cours d'élaboration entre le ministère de l'Energie et celui de l'Habitat pour la réalisation de deuxième programmes éco-bâtiments, portant réalisation de 1000 équivalents logements par an. Pour rappel, le premier programme d'éco-bâtiment lancé en 2011, a porté sur un projet pilote de 600 logements de type public locatif (LPL), réparti sur le territoire national à travers onze (11) wilayas représentant les trois zones climatiques : Nord, Hauts Plateaux et Sud.

Ce projet est «en phase de clôture», a indiqué le chef de département bâtiment auprès de l'Aprue ajoutant que «ces bâtiments présentent, aujourd'hui, de nombreuses qualités, une déperdition maîtrisée et une bonne inertie thermique. Les variantes simulées à partir de l'existant, ont néanmoins permis de dégager des pistes d'amélioration». Dans sa communication intitulée «efficacité énergétique du bâtiment : contexte national et international», Afra a indiqué que le programme du gouvernement relatif à l'efficacité énergétique définit l'objectif d'une réduction de 9% de la consommation globale d'énergie à l'horizon 2030, soit une économie de 63 millions de tonnes équivalent pétrole, représentant un gain financier de 42 milliards de dollars. La mise en œuvre de ce programme conduira, à l'horizon 2030, notamment à l'isolation thermique de 100 000 logements par an, ainsi qu'à la conversion au GPL de plus d'un million de véhicules particuliers et de plus de 20 000 autobus, en même temps que seront créés plus de 180 000 emplois, a-t-il ajouté.

Houda H.

Ahmed El-Hachemi Mazighi à l'APS :

«L'Algérie n'a jamais exporté gratuitement du gaz ou autres produits liquides d'hydrocarbures vers la France ou un autre pays»

L'Algérie «n'a jamais exporté gratuitement du gaz ou autres produits liquides» des hydrocarbures à ses clients, a affirmé, hier, le vice-président des activités de commercialisation de Sonatrach, Ahmed El-Hachemi Mazighi, dans un entretien accordé à l'APS.

Questionné sur les informations publiées récemment par des médias sur de prétendues exportations gratuites de gaz algérien vers la France, Mazighi soutient qu'«il est impossible d'exporter gratuitement du gaz ou n'importe quel produit liquide (d'hydrocarbures) vers la France ou un autre pays».
«J'aimerais rappeler quelques principes en matière d'exportation. Pour qu'une molécule d'hydrocarbures puisse quitter le sol algérien, il faut qu'il y ait une déclaration douanière. La base de cette déclaration est d'avoir un volume mesuré associé d'un prix. Sans déclarer le prix et le volume, vous ne pouvez pratiquement rien exporter. Historiquement, on a assisté à deux exceptions à cette règle : en 2004 où on devait exporter temporairement notre brut vers nos capacités de stockage en Corée. Le brut, dans ce cas, quittait l'Algérie avec une facture temporaire.
La deuxième exception concerne le processing du pétrole brut qu'on a entamé en 2018 : on transfère le titre de propriété à un client et vous êtes comptable d'un bilan d'importation d'essence et de gasoil par la douane», souligne le même responsable.
Donc, résume-t-il, «à la question de savoir si le gaz algérien a été exporté gratuitement vers la France, la réponse est NON».
De surcroît, le vice-président des activités de commercialisation de Sonatrach relève que dans le domaine du gaz naturel, pour que les documents contractuels puissent entrer en vigueur, ils doivent être approuvés par les organes sociaux de l'entreprise et par les autorités publiques.
«Dans le domaine du gaz naturel, contrairement aux autres produits liquides, les choses sont bien verrouillées. Pensez-vous que les organes sociaux de l'entreprise ou les autorités puissent approuver un contrat ou un avenant avec un prix égal à zéro? Ça ne s'est jamais vu», insiste-t-il.
Mazighi note également qu'en vertu de la loi 05/07, «il est fait obligation à Sonatrach de reporter mensuellement les prix à l'exportation pour le gaz naturel, le GPL, les produits bruts ou raffinés. S'il y a un quelconque doute en matière de prix, il y a toujours moyen d'auditer Sonatrach à travers les rapports réguliers soumis à l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft).
Concernant les relations de l'Algérie avec le partenaire français en matière de gaz, «il faut d'abord savoir que ce que nous lui exportons est du GNL. Cette relation remontre à 1976. Cela fait l'objet de quatre contrats: trois de ces contrats ont été signés en 1976 et le quatrième a été signé en 1991. Sur les quatre contrats, deux ont expiré en décembre 2013. A l'heure actuelle, il n'en reste que deux contrats en vigueur : le premier porte sur l'exportation de 3,5 milliards m^3/an jusqu'à 2020, tandis que le second porte sur un volume de 2 milliards m^3/an jusqu'à 2020 également», explique-t-il. Ainsi, «depuis 1976, on a eu quatre contrats avec la France qui ont permis d'exporter, jusqu'à maintenant, 390 milliards m^3 de GNL, soit l'équivalent de sept années d'exportation de gaz» en prenant 2017 comme année de référence, fait-il valoir.
Selon lui, le volume de gaz exporté vers la France représente 10% du portefeuille global des exportations gazières de Sonatrach, ajoutant qu'«il n'y a pas une seule goutte qui n'a pas fait objet d'indexation au prix du Brent. Tout le gaz a d'abord reflété la valeur du brut».

«Les relations avec les partenaires se poursuivent de manière normale»

Les relations de Sonatrach avec ses partenaires «se poursuivent de manière normale», a déclaré, hier, le vice-président des activités de commercialisation de la compagnie nationale des hydrocarbures, Ahmed El-Hachemi Mazighi.
Questionné sur les informations publiées récemment par des médias sur de prétendues suspensions de signature d'accords par des partenaires de Sonatrach, Mazighi a affirmé que «toutes les discussions que nous menons sont cadrées par des accords de confidentialité.
Il est donc impossible de faire à la presse des points de situations réguliers sur l'état d'avancement des discussions. Cela ne nous empêche pas, pour autant, d'informer s'il y a des suspensions ou décalages».
Dans ce sens, il ajoute que «ma réponse est très simple : quel est l'intérêt d'une compagnie comme Exxonmobil de suspendre les négociations avec Sonatrach? Donner une longueur d'avance à ses concurrents?! Ça n'a aucun sens!» De surcroît, ajoute le vice-président des activités de commercialisation de Sonatrach, «l'Algérie, c'est quand même le pays qui recèle les troisièmes ressources de la planète en matière de gaz de schiste. Vous pensez qu'une entreprise de l'envergure d'Exxonmobil a intérêt à suspendre les discussions? Moi, je ne le pense pas».
«Nos relations se poursuivent de manière normale. D'ailleurs, en matière d'engagements et de documents contractuels, j'ai été destinataire, en tant que vice-président Activités commercialisation, d'un avenant de la part d'Exxonmobil lundi dernier (18 mars 2019), concernant la commercialisation des hydrocarbures. C'est la preuve concrète que ces gens-là continuent à signer des engagements avec nous», affirme le même responsable.

La Sonatrach s'explique sur la baisse des exportations des hydrocarbures en janvier

La baisse de 40% des exportations des hydrocarbures de l'Algérie en janvier 2019 (des exportations de 2,14 milliards de dollars contre 3,6 milliards de dollars en janvier 2018) s'explique par plusieurs facteurs, a souligné, hier, le vice-président des Activités de commercialisation de Sonatrach, Ahmed El-Hachemi Mazighi. Selon lui, en janvier 2019, «il y a eu beaucoup de consignations portuaires à cause du mauvais temps. Donc, énormément de cargaisons de brut, de produits raffinés ou de GNL/GPL sont passés du mois de janvier à février». «Il ne faut donc pas prendre en considération les chiffres de janvier uniquement, parce que tous les produits liquides qui devaient être envoyés par voie portuaire durant ce mois (janvier 2019) ont glissé vers février 2019 à cause de la fermeture des ports» pour des raisons météorologiques, explique-t-il.
A ce propos, il fait savoir que sur les deux mois de janvier et février 2019 cumulés, l'Algérie a exporté pour 6,086 milliards de dollars contre 6,630 milliards de dollars durant la même période de 2018. «Nous avons donc une baisse de 8% qui reflète la baisse des prix moyens des réalisations de nos exportations : sur les deux premiers mois de 2018, ce prix était de 68 dollars/Tonne d'équivalent pétrole (Tep) avant de tomber à 62,7 dollars/Tep en janvier-février 2019. Le prix de Brent, qui guide les prix de tous les hydrocarbures que nous exportons, a tout simplement baissé légèrement», détaille le même responsable.
Par ailleurs, poursuit Mazighi, «nous avons effectivement enregistré une baisse des exportations de gaz par gazoduc. Il faut savoir que notre gaz est destiné à 95% vers le marché européen qui est très saisonnier.
Généralement, le plus gros prélèvement se fait pendant l'hiver, alors qu'on a vécu une saison hivernale exceptionnelle qui a été moins froide que d'habitude en Europe du sud.
En conséquence, nos clients ont énormément réduit leurs commandes mensuelles, hebdomadaires et journalières. Nous avons même ressenti ce phénomène sur le marché national. Nous avions alors été obligés de réinjecter une part, de plus en plus importante, du gaz au niveau du champ de Hassi R'mel». Durant les deux premiers mois de l'année 2019, le volume des exportations par gazoduc a chuté de 23% comparativement à la même période 2018 et ce, en raison de la baisse de la demande des clients européens, soutient-il.
En outre, explicite le même responsable, «les produits raffinés et le pétrole brut jouent le rôle des vases communicants. Sur les deux premiers mois de l'année 2019, on a exporté plus de brut par rapport à la même période de 2018. Et en même temps, comme notre production est soumise aux engagements avec l'Opep, il se trouve que la production des produits raffinés s'est réduite». L'autre facteur cité par Mazighi est qu'au niveau du budget 2019, «nous avions prévu l'entrée en production de la nouvelle raffinerie d'Alger un peu plus tôt que le 21 février (date d'inauguration effective). C'est un décalage par rapport à nos prévisions d'exportation. Mais ce moins de produits raffinés exportés a été plus de pétrole brut exporté».

Synthèse
Yasmine Derbal / Ag.

Blida

Une 1re Conférence nationale sur l'enseignement coranique en Algérie

Une 1re Conférence pédagogique nationale sur l'enseignement coranique en Algérie sera organisée début avril à Blida, a-t-on appris, hier, auprès du Directeur des affaires religieuses et des wakfs du chef-lieu de la wilaya.

«Cette 1re conférence du genre en Algérie, qui sera consacrée à l'examen des bases de l'enseignement coranique dans notre pays, sera tenue début avril prochain à Blida», a déclaré Kamel Belassel, en marge de l'ouverture de la 5e Session nationale de qualification des candidats aux Concours internationaux du Saint Coran. La rencontre, qui réunira des spécialistes des secteurs de l'Enseignement supérieur, de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses, donnera lieu à «l'élaboration de programmes pour l'enseignement coranique, qui seront adoptés au niveau des écoles, classes coraniques et autres structures du domaine à travers le pays», a-t-il expliqué. Il s'agira surtout, a ajouté Belassel, de «fixer et mettre au point des méthodes pour l'enseignement coranique en Algérie, à l'avenir, à travers une feuille de route qui sera adoptée par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs». En procédant à l'ouverture de cette 5e Session nationale de qualification aux Concours internationaux du Saint Coran, Youcef Hafsi, représentant du ministère de tutelle, a souligné l'inscription de celle-ci (session) au titre des préparatifs pour la «16e édition du Prix international d'Alger de récitation du Coran».

Il a fait part de la sélection programmée d'un seul candidat de cette session à ce Prix international d'Alger, prévu au mois de Ramadhan. Le responsable a signalé, en outre, qu'une prise en charge psychologique et pédagogique sera assurée aux participants à cette session afin, a-t-il dit, de les «habiliter moralement et spirituellement à assurer la meilleure représentation possible pour l'Algérie à l'étranger». «Le reste des candidats participant à cette session sont appelés à représenter l'Algérie dans d'autres Concours internationaux ultérieurs, chacun, selon l'ordre de son classement», a-t-il encore informé. Cette 5e session qualificative du genre est abritée par l'École coranique Kouider-Bounedjar de Boufarik jusqu'au 28 courant, avec la participation de 51 candidats-récitants du Saint Coran (dont 13 filles), de toutes les wilayas du pays. L'autre particularité de cette session qualificative 2019, organisée précédemment à Mila et Khenchela, réside dans le fait que la totalité des candidats (garçons et filles) sont des universitaires accomplis, entre médecins, ingénieurs et autres diplômés en études supérieurs, qui ne se

sont pas contentés d'apprendre le Coran, mais aussi en savent toutes les règles de récitation et psalmodie, notamment.

Ces candidats ont été qualifiés, suite à des tours éliminatoires, qui se sont déroulés à l'échelle des communes, puis des wilayas, avant d'aboutir à cette Session nationale de Blida.

Tizi-Ouzou

Célébration de la Journée mondiale de l'arbre avec les écoliers

Placée, cette année, par l'Organisation des Nations unies sous le thème fortement symbolique de «Apprends à aimer la forêt», la Journée internationale des forêts, qui est célébrée le 21 mars de chaque année, aura donné l'occasion à la Direction de la Conservation des forêts de la wilaya de Tizi-Ouzou de lancer de nombreuses opérations de plantation d'arbres et des actions de sensibilisation pour la protection de l'arbre et de la forêt à travers plusieurs régions de Kabylie. En fait, la plupart de ces opérations a surtout ciblé des Établissements scolaires implantés aux quatre coins de la wilaya où les plantations d'arbres ont été souvent accompagnées de séances de sensibilisation au profit des élèves. «Cette année, nous avons accordé la priorité aux écoles et aux collèges dans la mesure où nous avons planté des milliers d'arbres dans les enceintes même des Établissements scolaires pour améliorer les espaces verts tout en profitant de telles occasions pour apprendre aux élèves à aimer les arbres et à les protéger en toute circonstance», nous a déclaré le conservateur des forêts de la wilaya de Tizi-Ouzou, Youcef Ould Mohand, qui a tenu à préciser que ses services ont tablé, cette année, sur la plantation de 4000 arbres, tous genres confondus, à travers toute la wilaya.

Le conservateur de Tizi-Ouzou nous a signalé encore que la journée du jeudi 21 mars a été aussi marquée par une importante journée de reboisement organisée au sein même de la maison d'arrêt du chef-lieu de cette wilaya où des jeunes adhérents du mouvement associatif ainsi que des policiers, des détenus et des agents surveillants de cet important Centre pénitentiaire du pays ont planté des centaines de cyprès dans un grand terrain situé en contrebas de la prison et menacé d'affaissement. De plus, la journée du samedi 23 mars a été marquée aussi par une autre opération de reboisement d'envergure dans la localité d'Azazga où une importante plantation d'arbres a été couronnée de succès au niveau d'un important échangeur routier situé sur les hauteurs de la ville tout cela pour consolider les accotements attenant à cet ouvrage d'Art qui ont été sérieusement détériorés par les grosses pluies de cet hiver. Et au conservateur des forêts de la wilaya de remercier, à juste titre, tout le monde associatif et les corps constitués qui, comme chaque année, ont prêté main forte aux gardes forestiers de la wilaya pour mener à bien cette importante campagne de reboisement 2019.

Boumerdès

Une production de lait de vache stable sur les trois dernières années

Une collecte de près de 14 millions de litres de lait de vache cru a été réalisée à Boumerdès depuis septembre dernier à ce jour, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

Le rythme de collecte de lait s'est stabilisé, ces trois dernières années, autour d'un volume situé entre 12 et 14 millions de litres, a indiqué Rachid Messaoudi, cadre à la DSA, et chargé de service. Si le volume de collecte est demeuré stable, la production de lait est en «recul», a-t-il, néanmoins, relevé, signalant un volume de production de près de 43 millions de litres pour la période allant d'octobre 2017 à septembre 2018, contre plus de 45 millions de litres pour la campagne d'avant.

Le volume de lait collecté, à ce jour, représente un taux de 46% de la production de lait réalisée à Boumerdès, a-t-il, encore informé. Le responsable a cité plusieurs facteurs à l'origine de ce recul, dont, notamment, les conditions climatiques défavorables pour la production des fourrages, outre, la réduction de leur superficies (fourrages), à travers la wilaya, au même titre que celles des pâturages, dont la superficie est actuellement stabilisée à 13 000 hectares. À cela s'ajoute le prix jugé élevé de l'aliment de bétail. Des motifs signalés par Messaoudi comme étant à l'origine d'un recul intervenu dans le nombre des vaches laitières, actuellement, estimé à 27 000 (dont la moitié considérée comme à haut rendement), contre 31 000 précédemment. La collecte de lait de vache se fait, actuellement, par 30 collecteurs agréés, contre 50 précédemment et ce, au profit de 17 unités de transformation, dont cinq sises à Boumerdès.

Une grande partie du lait collectée (60%) est transformée au niveau des unités de Tizi-Ouzou, outre, Alger, Blida et Béjaïa, alors que le lait non collecté est destiné à la consommation individuelle et à des restaurants, a encore signalé la même source. Un taux de 80% de la quantité de lait produite dans la wilaya est issue de sa région Est, soit les localités de Dellys, Ben Choud, Baghlia, Naciria et Sidi Daoud, réputées pour leur environnement propice et leurs fourrages de qualité.

Batna

Forte pression sur le Centre régional anti-cancer

Assurant la prise en charge des patients qui viennent de 20 wilayas de l'Est et du Sud du pays, le Service de radiothérapie du Centre anti-cancer (CAC) de Batna connaît une pression de plus en plus forte.

Pas moins de 150 malades en moyenne parfois même 180 sont pris en charge quotidiennement, a assuré le chef du service le Pr. Kamel Hamizi qui souligne la spécificité du traitement effectué en plusieurs doses réparties sur 25 à 35 séances de 12 à 15 mn chacune. «Le tiers des malades pris en charge souffrent du cancer du sein même si la priorité est accordée aux patients atteints de tumeurs internes de la prostate, de l'utérus ou du cerveau pour lesquels la radiothérapie est un traitement préliminaire précédent la chirurgie», a-t-il précisé. «Excepté pour le cancer du sein dont la durée d'attente peut aller jusqu'à 45 voire même 60 jours, le traitement étant considéré préventif, les efforts sont déployés pour rapprocher les rendez-vous des séances, face à l'actuelle pression sur les Services de radiothérapie du pays et en attendant l'ouverture des nouveaux Centres anti-cancer en cours de réalisation», a relevé le même praticien. L'équipe de radiothérapie compte seulement cinq physiciens pour assurer le fonctionnement des trois accélérateurs de particules, la détermination du plan de traitement pour chaque malade et la dosimétrie ainsi que la maintenance, a noté le Pr. Hamizi, précisant que «le déficit en techniciens en physique représente un problème posé à l'échelle nationale». Même si le problème de manque de personnel est quelque peu pallié par le recours aux heures supplémentaires, la plus grande crainte est «de voir tomber en panne un des accélérateur surtout qu'il est impératif de continuer la séance entamée pour chaque patient», a souligné encore le même spécialiste.

Les malades et leurs proches préfèrent ne pas révéler leur identité

Bien que la salle d'attente soit presque archicomble, malades et leurs parents venus de plusieurs wilayas comme le révèlent les plaques d'immatriculation de véhicules parqués à l'entrée du CAC, nous avons trouvé de grandes difficultés à obtenir l'avis des présents sur les soins et services prodigués par le Centre.
Accompagné de son père atteint d'une tumeur interne, Nasredine Benbrahim, cadre de Batna, a fait l'exception en acceptant de parler. D'emblée, il a déclaré qu'il avait déjà eu à venir au CAC en compagnie de sa mère qui souffrait d'une tumeur ayant fait l'objet d'ablation et qui se trouve actuellement dans «un état stable». Trois semaines après le dépôt de son dossier, il a été informé par téléphone de ramener son père pour débuter les séances de radiothérapie. «En réalité, nous n'avons eu aucune difficulté ni pendant l'accueil ni durant la prise en charge que ce soit avec ma mère ou maintenant avec mon père», dit-t-il.
Pour certains autres accompagnateurs de malades ayant refusé de révéler leurs identités et d'entrer dans le détail, «le plus important est que le patient reçoit le traitement dans les délais fixés», surtout après l'ouverture à Batna de deux maisons pour l'accueil gratuitement des malades et leurs proches résidant à l'extérieur de la wilaya.

Renforcement prochain du Service de radiothérapie par de nouveaux équipements

Le Directeur du CAC, Aïssa Madhoui, a fait savoir que le prochain renforcement du Service de radiothérapie par des équipements nouveaux et de pointe qui permettront l'amélioration de la prise en charge des malades et une plus haute précision dans le traitement des tumeurs, notamment, du larynx et de la prostate.
«Ces équipements dont le dossier est déjà au niveau du ministère de tutelle seront acquis courant 2019», a-t-il indiqué.
Ce service a reçu l'année passée 1800 patients des wilayas de l'Est et du Sud-Est, a ajouté le responsable du Centre anti-cancer du chef-lieu de la wilaya. Depuis l'ouverture du CAC en 2014, 7000 patients de 20 wilayas ont été pris en charge par les divers Services de chimiothérapie, de radiothérapie, d'hématologie, de chirurgie et de radiologie dont 5003 continuent encore de se faire traiter ou suivre au Centre, a ajouté la même source. D'une capacité de 240 lits, le CAC de Batna est, depuis début 2018 le 3e Établissement au pays à effectuer des greffes de foie et d'autogreffe de cellules souches hématopoïétiques sous la direction du Pr. Mahdia Saïdi.
L'Établissement ambitionne de se lancer «au cours du 1er semestre 2019» dans les greffes de moelle osseuse ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les cancéreux.

• Ouverture du 1er Salon national de la filière avicole

La 1re édition du Salon national de la filière avicole ouverte, à Batna, a été marquée par la participation de 60 exposants venus de 22 wilayas du pays. Placée sous le slogan «Défi de la qualité, la santé et leadership». Cette manifestation organisée au Palais des expositions «Assahar» du Centre-ville, a vu la participation des opérateurs dans cette filière «en constante évolution», de l'avis de plusieurs présents.Approchés par beaucoup d'exposants ont évoqué «la portée de ce genre d'initiative dans la promotion du produit local et national» et ont mis l'accent sur «l'importance d'échanger les expériences entre les différents producteurs en vue de développer cette filière pour s'orienter vers l'exportation, d'autant que ces produits (poulets ou œufs) sont disponibles sur le marché national». Dans ce sens, le gestionnaire de la coopérative «Erakha Oua Izdihar» de Aïn Yagout de Batna, Ahmed Harkat, a qui a fait part d'un projet d'extension «prochaine» du Centre d'élevage de volaille dépendant ce cette coopérative, a indiqué que «ses produits d'œufs sont commercialisés en Libye». Cette coopérative assurant 250 postes de travail permanents dont huit vétérinaires a investi dans toutes les chaînes de la filière avicole depuis l'élevage des poussins jusqu'à la transformation des viandes, a ajouté le même responsable. La production en viande réalisée par cette coopérative créée en 1985 est estimée entre 10 et 15 tonnes par jour, alors que la quantité d'œufs produite est évaluée à 20 000 œufs par jour, a ajouté le même responsable. Ce Salon comprend des stands dédiés à la production des aliments de volaille présentés par des producteurs venus de plusieurs wilayas du pays à l'instar du groupe «Ouchlouz Avicole» de Timgad.
Le représentant d'«Ouchlouz Avicole», Charaf Eddine Bada, a indiqué que «la production de cette nourriture se fait en fonction de la demande et, selon l'espèce des poussins», précisant que la quantité d'aliments de volaille produite par ce groupe oscille entre 20 et 30 tonnes par jour livrée à des producteurs du territoire de Batna et des wilayas limitrophes. Le stand présenté par un investisseur de la wilaya de Sétif, spécialisé dans l'industrie des équipements d'élevage de volaille a attiré l'attention des visiteurs car démontrant, selon son propriétaire, Abderrazak Doukhi «une chaîne de distribution automatique de la nourriture de volaille, ce qui constitue un appui de taille pour les éleveurs», a-t-il estimé, ajoutant que ces équipements sont commercialisés dans les différentes régions du pays. Plusieurs productions avicoles ont été présentées dans le cadre de ce Salon national organisé à l'initiative de la Direction des services agricoles (DSA) de Batna en collaboration avec d'autres directions des services agricoles, des Chambres agricoles ainsi que les Conseils interprofessionnels de plusieurs wilayas en plus d'exposants indépendants et laboratoires médicaux et d'analyse de même des sociétés d'emballage entre autres. Pour sa part, le DSA de Batna, Samir Hamza, a précisé que l'organisation de ce Salon national a pour but de «s'enquérir de la réalité de cette filière au double plans local et national», d'autant, a-t-il ajouté que «des rencontres scientifiques animées par des spécialistes de l'Université des vétérinaires, de sélecteurs et des producteurs, seront tenues en marge de cette manifestation pour débattre des contraintes rencontrées sur le terrain et étudier les solutions à mettre en œuvre pour une meilleure prise en charge de cette activité agricole».
Le même responsable a indiqué que des remises sur les produits présentés, les viandes, les œufs et dérivés sont appliquées au cours de ce salon. Cette manifestation, inaugurée par les autorités locales a été l'occasion pour zoomer sur le développement de la filière avicole à Batna considérée comme «wilaya pilote» en la matière car classée en 2018, 1re à l'échelle nationale dans la production d'œufs et 2e dans la production des viandes blanches.

M'Sila

La valeur de la production agricole de la wilaya en hausse

La valeur de la production agricole dans la wilaya de M'Sila a connu une hausse «sensible» passant de 55 milliards de dinars en 2015 à 66 milliards en 2018, a-t-on appris, hier, auprès des Services de la wilaya. Cette hausse de 11 milliards de dinars se traduit par l'augmentation du volume de la production agricole qui a atteint 2,111 millions de quintaux en 2018 contre 2 millions de quintaux en 2015 a précisé la même source. Cette évolution a permis à la wilaya de M'Sila de se classer parmi les wilayas «leaders» en terme de production agricole, notamment, dans la production entre autres, des viandes rouges, d'une quantité annuelle de 287 000 q, des fruits avec un million de quintaux et un volume de lait de 77 millions de litres, a-t-on noté. L'évolution de la production agricole sur les plans quantité et valeur est également le résultat de l'extension des superficies agricoles irriguées, passées de 38 000 hectares en 2015 à 42 000 en 2018, a-t-on ajouté. Les Services de la wilaya ont expliqué que l'engouement pour le secteur de l'Agriculture s'est également traduit par l'augmentation du nombre des travailleurs y opérant lequel est passé de 20 000 en 2015 à 23 000 en 2018.

Tlemcen

L'agriculture nationale est aujourd'hui au carrefour des problématiques de la sécurité alimentaire et de l'aménagement du territoire

La promotion de l'agroforesterie en Algérie était au centre des débats lors d'une Journée d'étude organisée, ce mardi, au siège du parc national de Tlemcen.

Les participants à cette rencontre dont des universitaires, des cadres des forêts et de l'agriculture de plusieurs wilayas du pays, ont ainsi souligné, dans leurs diverses communications, du développement durable.
Pour ce faire, les conférenciers ont indiqué que «les milieux agricoles et forestiers font face à des enjeux communs tels que la dégradation des ressources naturelles, l'appauvrissement des sols à faible productivité, les perturbations climatiques ainsi que la croissance démographique et les mutations socio-économiques». Face à tous ces enjeux, ils ont préconisé le développement d'une agriculture conjuguant les performances économiques, environnementales et sociales.
Dans ce contexte, les participants ont souligné, que les secteurs de l'Agriculture et de la Foresterie doivent actuellement trouver des solutions devant s'appuyer sur des stratégies de développement durable, à l'image des systèmes agro-forestiers qui s'avèrent prometteurs. Ils ont soutenu, dans ce cadre, que la promotion de l'agroforesterie est une alternative viable qui pourrait constituer une réponse aux défis de la dégradation des ressources naturelles et à l'instabilité des productions agricoles. Celle-ci constitue «une solution prometteuse qui ouvre des perspectives nouvelles porteuses d'avenir pour le milieu rural et surtout en zones de montagne», explique-t-on. La promotion de l'agroforesterie nécessite, cependant, «une meilleure sensibilisation et passe inévitablement par une meilleure connaissance des pratiques de l'agroforesterie et de leurs opportunités sur l'amélioration durable des revenus et des ressources naturelles», a-t-on expliqué.
L'agroforesterie, telle que définie par les participants à cette rencontre technique, représente les systèmes d'utilisation des terres et les pratiques dans lesquelles les plantes ligneuses vivaces sont intégrées aux cultures agricoles ou à l'élevage, dans le but de diversifier une production offrant des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux aux communautés.
L'agroforesterie, un large éventail de pratiques telles que les cultures en couloirs, l'agriculture avec des arbres en courbes de niveaux, les cultures multi-étagées, les jardins maraîchers et autres, a-t-on ajouté. Des exemples réussis de châtaigneraie dans l'Est du pays (Skikda), de pistachier à Tlemcen, Naâma et Mascara ont été présentés à cette occasion. L'agroforesterie combine ainsi plusieurs productions sur le même espace et fournit de nombreux services aux agriculteurs et à la collectivité, a-t-on conclu. Les participants à cette Journée d'étude, organisée par l'Institut national de la recherche forestière en collaboration avec la Conservation des forêts de la wilaya de Tlemcen, entameront, demain, une visite aux exploitations agricoles privées de Kherbouche et Chikhi dans la région de Aïn Fezza (Tlemcen) pour voir sur le terrain les modèles d'agroforesterie réalisés par ces deux exploitations agricoles.

ORAN

• L'Institut de langue allemande d'Alger «Deutche Sprachinstitut Algier» (DSIA), partenaire de l'Institut culturel allemand (Goethe)

Bientôt pour une nouvelle branche de langue allemande

L'Institut de langue allemande d'Alger «Deutche Sprachinstitut Algier» (DSIA), partenaire de l'Institut culturel allemand (Goethe), compte ouvrir une nouvelle branche «très prochainement» à Oran, dans le but de satisfaire une demande de «plus en plus croissante» pour l'apprentissage de la langue allemande, a-t-on appris auprès de cet institut. Le DSIA a ouvert ses portes à Alger en 2015 et reçoit beaucoup d'étudiants de différentes régions du pays pour l'apprentissage de la langue allemande, principalement de la région ouest, d'où est venue l'idée d'ouvrir une branche à Oran, a indiqué à la presse la responsable administrative de cet institut, Sahed Ghania. «L'ouverture de cette branche au chef-lieu de cette wilaya pourrait intervenir à la prochaine rentrée scolaire», a-t-elle souligné.
Pour elle, un engouement assez particulier est enregistré pour l'apprentissage de la langue allemande ces cinq dernières années. Une très grande demande, contrairement, aux années précédentes où elle était très faible et qui s'expliquait par la difficulté de cette langue.
Actuellement, la barrière de la difficulté est brisée, car beaucoup d'opportunités de travail et de carrières se présentent pour les jeunes aussi bien en Allemagne que dans les pays où cette langue est officielle comme la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, la Pologne et l'Autriche, a-t-elle fait savoir. Selon la même responsable, «Choisir l'allemand, c'est s'ouvrir les portes de la 1re économie européenne et des opportunités de carrières professionnelles s'offrent aux jeunes dans les autres pays cités, ce qui a poussé les jeunes Algériens à relever le défi».
«Nous sommes passés de 150 étudiants par session de formation jusqu'à 500. Cela montre l'intérêt affiché pour cette langue par nos jeunes», a-t-elle déclaré. Cet Institut d'enseignement spécialisé dans la langue allemande, fondé en 2015, est équipé des dernières technologies didactiques et pédagogiques, a conclu Ghania Sahed.

• Nouvelle édition de la manifestation «Vacances au théâtre»

Plusieurs spectacles sont au menu de la nouvelle édition de la manifestation «Vacances au théâtre» qui débutera, demain, au Théâtre régional d'Oran (TRO) pour une semaine d'activités, a-t-on appris, hier, auprès du Directeur de cette structure culturelle.» Des spectacles à caractère ludique et pédagogique sont à l'affiche dans le cadre de ce programme d'animation visant à combler utilement le temps libre des petits durant cette période de vacances scolaires, a précisé Mourad Senouci. Le coup d'envoi de cette édition coïncidera, ce mercredi, avec la célébration de la Journée mondiale du théâtre où les enfants auront rendez-vous avec «Pinocchio», adapté et mis en scène par Kada Bensmicha. En plus de ce numéro de marionnettes qui affiche complet depuis sa création en octobre dernier, les petits iront, également, à la découverte d'autres productions à succès à l'instar de *Tahouissa Bel Karroussa* de Mohamed Mihoubi.
Les pièces *El Achrar El Thalata*, *100% environnement* et *Ennahla* figurent aussi parmi les affiches mettant en vedette de jeunes comédiens de troupes locales aux côtés de ceux du Théâtre régional d'El Eulma qui proposent des contes sur fond d'ombres chinoises. Les spectacles de la semaine *Vacances au théâtre* sont programmés à raison de deux séances quotidiennes, matinée (11 h) et après-midi (15 h), a indiqué la Direction du TRO.

Tissemsilt

Riche programme d'animation juvénile et sportive

La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tissemsilt a lancé, hier, un riche programme d'animation sportive et de jeunes, à l'occasion des vacances scolaires du printemps.
Ce programme, élaboré en collaboration avec l'Office des Établissements de jeunes et le mouvement associatif juvénile et sportif de la wilaya, comprend des mini-tournois de football, handball, basket-ball, natation, pétanque, jeux d'échecs et tennis de table au niveau des communes.
Il est prévu, au titre de ce programme de deux semaines, des expositions sur l'Art de collection, travaux manuels artistiques, dessins et artisanat artistiques, avec la participation de 200 adhérents des ODEJ de la wilaya. Des représentations théâtrales et des spectacles de loisirs et artistiques seront proposés par une dizaine d'Associations dont celle des activités de jeunes de Khemisti et Chabab-El-Masrah de la Maison de jeunes Boulis-Ameur de Tissemsilt. Des concours du meilleur travail manuel, meilleur dessin écologique, meilleur poème, meilleure troupe musicale, meilleur jeune collecteur et meilleur chant patriotique sont programmés ciblant plus de 300 jeunes et enfants de la wilaya. Des visites touristiques sont prévues également au profit de 2000 jeunes et enfants vers les zones naturelles que recèle la wilaya, à l'instar du parc national des cèdres de Theniet El Had et la forêt de Aïn Antar dans la commune de Boukaïd.
Ces activités seront clôturées par une soirée en l'honneur des Associations juvéniles et sportives exerçant dans la wilaya et des partenaires du secteur de la Jeunesse et des Sports.

El Oued

Une centaine de projets industriels avalisés l'année dernière par les services de la wilaya

Ont été qualifiés durant l'année 2018 à travers la wilaya d'El Oued, 104 projets industriels et touristiques soit une hausse de 320% par rapport à l'année l'ayant précédée (32 projets), a-t-on appris, ce lundi, auprès des services de la wilaya.

Ce nombre reste, toutefois, en-deçà des attentes et des possibilités de la wilaya aux fortes potentialités, du fait de certaines lourdeurs de procédures administratives décriées par des investisseurs. Certains, d'entre eux, souhaitent une accélération de l'étude de leurs dossiers afin de bénéficier du foncier industriel et lancer leurs projets. Ils signalent que leurs dossiers, renfermant une étude technico-économique élaborée par un bureau d'études spécialisé, ont été déposés au niveau de la Direction de wilaya de l'industrie et des mines depuis plus de six mois et «n'ont toujours pas été étudiés».

Leurs dossiers concernent, disent-ils, soit des demandes de transfert de leur activité en dehors du tissu urbain vers des zones d'activités, soit des demandes de foncier industriel pour monter de nouvelles entités.

A. Kheireddine (33 ans), titulaire d'un master en commerce international, a déclaré que son dossier, toujours en suspens, porte sur le transfert hors tissu urbain et l'extension de son entreprise employant 15 personnes et spécialisée dans le conditionnement, l'emballage, l'impression et de transformation de papier. De son côté, B. Abdelkrim (37 ans), titulaire d'un doctorat en pharmacie et gestionnaire d'une société de produits pharmaceutiques, affirme que son dossier n'a toujours pas été examiné en dépit du fait qu'il concerne la création d'une entité de fabrication de médicaments liés aux maladies des yeux et au cancer, susceptibles de contribuer à la réduction de la facture d'importation. B.Yacine, propriétaire d'une unité de transformation de marbre, dit attendre depuis plusieurs mois une réponse des instances administratives à sa demande de foncier industriel afin de transférer son activité hors du tissu urbain vers une zone d'activités d'une part, et de pouvoir étendre son investissement à l'industrie de céramique. Le directeur de l'Industrie et des Mines de la wilaya d'El Oued, Attef Boukerche, a fait état de l'existence d'une commission technique composée de différentes directions, chargée de l'étude technique périodique des dossiers d'investissement déposés, réfutant l'idée qu'il y aurait des réticences et lenteurs de ses services dans la réponse aux demandes déposées. Le wali d'El Oued, Abdelkader Bensaid, avait fait état, lors d'une récente rencontre sur l'investissement, de la qualification de 104 projets industriels et touristiques durant l'année 2018 à travers la wilaya, en hausse de 320% par rapport à l'année l'ayant précédée et qui avait vu la qualification de 32 projets seulement.

Dans le but d'un suivi minutieux de l'opération d'octroi du foncier industriel aux promoteurs désireux d'investir, il a été procédé à la mise en place d'une commission composée des instances exécutives et institutions publiques concernées par le dossier de suivi des projets d'investissement et l'assainissement du foncier industriel de pseudos investisseurs, a-t-il fait savoir. Restant à l'écoute des préoccupations des investisseurs et dans le but de leur attribuer le

foncier nécessaire à la concrétisation de projets industriels et économiques, les services de la wilaya ont enregistré 1395 réceptions, a ajouté Bensaïd. Pour l'accueil des projets d'investissement approuvés, une assiette foncière de 1546 hectares (extensible) est délimitée et répartie entre la zone industrielle d'El Foulia (400 ha) dans la commune de Guemmar, 1136 ha représentant 12 zones d'activités dans 12 communes, et 9,5 ha de superficies libres dans 14 anciennes zones d'activités.

Béchar

Vers la création d'une école de formation de techniciens d'exploitation des mines

Une école de formation de techniciens supérieurs et techniciens d'exploitation des mines sera créée à Béchar, à l'initiative du ministère de l'Industrie et des Mines, a-t-on appris, ce lundi, auprès de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Le ministère de l'Industrie a donné son accord pour la création de cette école de formation de jeunes techniciens supérieurs et techniciens spécialisés des mines, dans le but de l'exploitation à l'avenir des différents gisements de minerais à travers le territoire de la wilaya, pour en faire un véritable outil de développement économique de la région, a affirmé le président de l'APW lors d'une séance de travail consacrée à la préparation de la prochaine session de l'Assemblée dédiée à l'investissement. «Nous soutenons la création et la mise en place des structures de cette école et voulons qu'elle soit un autre moyen de renforcement des espaces de formation des jeunes de la région dans un secteur porteur», a souligné Mulhacen Lakehal. La création de cette école est intervenue à la suite de la visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béchar, début février dernier, du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi.

Le ministre avait alors indiqué que les opérations d'exploration minières seront intensifiées dans cette wilaya, qui dispose d'importants gisements, tels que le fer, le cuivre, l'argent caolin, la baryte et autres et ce, afin de faire de Béchar un pôle d'excellence en matière d'industrie minière en Algérie, a-t-il ajouté. Toujours dans le cadre de l'investissement, un projet de renaissance du village minier et agricole de Ksi-Ksou (60 km au sud de Béchar) est en préparation pour l'exploitation du gisement de fer, localisé dans cette partie du sud de la wilaya, selon Lakehal.

Le président de l'APW de Béchar a fait état aussi de l'attribution récemment d'une importante surface à un investisseur privé pour la création d'une unité d'aliments de bétail dans cette zone très riche en potentialités agricoles et hydriques pouvant contribuer à la création de ce type d'unité dont la wilaya a réellement besoin.

Tamanrasset

Les jeunes à la recherche de nouvelles formules de financement des microprojets

De nombreux jeunes de la wilaya de Tamanrasset ont mis l'accent, ce lundi, sur l'accompagnement des jeunes et la recherche de nouvelles formules de financement des petites entités économiques. Intervenant lors d'une journée d'information sur les mécanismes de montage des micro-entreprises organisée à la Maison de la culture de Tamanrasset, des jeunes ont mis à profit cette rencontre pour soulever une série de préoccupations, à la lumière de leurs expériences dans le montage de micro-entreprises par le biais de différents dispositifs d'aide à l'emploi. La rencontre, axée sur l'accompagnement durant les phases de création des micro-entreprises, a également permis aux intervenants de mettre en avant l'importance de la facilitation des procédures et de l'encadrement pour leur permettre de se placer sur le marché de l'emploi, en leur accordant des projets dans le cadre de la loi des marchés publics, en plus de l'introduction de l'élevage au titre des projets financés par les dispositifs d'emploi. Le wali de Tamanrasset, Djilali Doumi, a fait savoir, en réponse à aux doléances de ces jeunes, que les autorités œuvreront à associer des représentants des dispositifs de l'emploi dans les commissions des marchés publics, à mener des études approfondies sur les besoins du marché local et à orienter les jeunes dans cette démarche pour assurer un équilibre entre les activités des entreprises et le marché de l'emploi.

Cette journée d'information a donné lieu également à l'organisation d'une exposition sur des modèles réussis de micro-entreprises montées par le biais des dispositifs de l'emploi, dont des fermes agricoles et avicoles, ainsi que des entreprises de canalisations et de construction.

Google annonce que deux jeux de combat sont développés sur Stadia

Google misera sur des jeux exclusifs pour conquérir les joueurs exigeants. C'est officiel depuis plusieurs jours : Google se lancera sur le terrain du streaming vidéoludique. La firme derrière le célèbre moteur de recherche, Android ou encore YouTube compte bien ajouter une nouvelle corde à sa arc et compte donc sur Stadia. Un service qui devra rapidement convaincre d'exigeants joueurs pas forcément enjoués à l'idée de se tourner vers le streaming – malgré une solution permettant de profiter de titres sans avoir une machine puissante. Et lors d'une interview pour Ars Technica, Phil Harrison, qui gère la branche jeux vidéo de Google, a dévoilé le développement de deux jeux de combat. Comme pour les consoles physiques, Google devra miser sur des exclusivités pour espérer conquérir le cœur des joueurs. Parmi ces exclusivités, Phil Harrison, big boss de la branche gaming chez Google, a annoncé le développement de deux jeux de combat. Un genre qui demande une énorme réactivité et pourrait bien démontrer la rapidité de Stadia, qui ne nécessite qu'une connexion Internet pour fonctionner. Pour le moment, Google reste plutôt flou sur ces jeux de combat. S'agira-t-il de nouvelles licences ou franchises existantes ? Le secret entoure encore Stadia. Sans oublier que ce dernier fera face à une concurrence venue de chez Microsoft, l'un des leaders du gaming depuis sa première XBox.

Le navigateur Microsoft Chromium Edge en fuite sur le web

Microsoft est conscient que son navigateur Edge, aussi moderne soit-il, reste à la peine notamment à cause de son noyau central. Le géant décidait il y a peu d'opérer un grand changement. En Décembre dernier, la firme de Redmond annonçait son intention de reconstruire totalement son navigateur Microsoft Edge sous Chromium, le moteur de rendu open-source que Google utilise pour son très populaire Chrome. Aujourd'hui, une pré-version se retrouve accidentellement en ligne. Les liens pour télécharger Microsoft Chromium Edge se répandent en effet sur les forums et autres sites spécialisés. Selon un rapport, la version qui a fuité serait une pré-version que Microsoft avait l'intention de proposer en preview au grand public dans quelque temps. Parmi les fonctionnalités intégrées dans cette version, on retrouve notamment la prise en charge des extensions Chrome, la synchronisation des favoris et la possibilité de personnaliser certains éléments de l'interface. Certaines fonctions de Edge manquent cependant à l'appel. Pas de support du stylet ni de gestion des onglets à la Microsoft. Le mode sombre, quant à lui, doit s'activer directement via un paramètre de test. Microsoft déclarait en fin d'année dernière que non seulement il changeait de moteur pour celui de Chrome mais que la version finale de ce nouveau Edge serait aussi disponible pour Mac. Nous ne savons cependant pas si celle-ci sera disponible en même temps que la version Windows 10.

WhatsApp va lutter contre les fake news

Les plateformes de messagerie instantanée participent grandement à la propagation du spam et autres fake news indésirables. WhatsApp entend bien lutter contre ce fléau. WhatsApp a toujours eu un problème avec le spam et les fake news, problème inhérent au fait qu'il s'agisse d'une plateforme de messagerie et que celle-ci soit très populaire. La propagation de contenu indésirable est très facile et les utilisateurs ne prennent souvent même pas le temps de s'intéresser à la nouvelle en question. Selon WABetaInfo, WhatsApp se préparerait à déployer plusieurs fonctionnalités pour lutter contre ce problème. Tout d'abord, en ajoutant une indication dans le panneau des informations concernant un message particulier – là où vous pouvez voir si ledit message a été envoyé et lu -. Il sera possible de visualiser combien de fois le message en question a été transféré. Parfois, si un message est transféré de nombreuses fois, il y a de fortes chances que celui-ci ne fasse justement que passer, son contenu était tout simplement ignoré. C'est de cette manière que les fake news se propagent. Si vous voyez un message transféré 100 fois, il peut être intéressé de vous renseigner sur le sujet avant de décider ou non de le transférer à vos contacts. WhatsApp avait déjà introduit une fonctionnalité allant en ce sens en identifiant visuellement les messages transférés. La plate-forme a aussi commencé à limiter le nombre de transferts pour tenter de réduire la propagation des fake news. L'avenir nous dira si ces mesures permettent effectivement de diminuer leur impact.

Microsoft travaillerait sur un nouveau design de son explorateur de fichier

L'explorateur de fichier est un incontournable de Windows. C'est aussi peut-être l'un des éléments qui a le moins évolué avec les années. Microsoft pourrait changer cela cette année. Microsoft a procédé à des mises à jour régulières de son explorateur de fichiers mais nombreux sont encore les utilisateurs de Windows à souhaiter davantage de changement, notamment au niveau de son design général. Ceux-ci pourraient voir leur rêve exaucé dès cette année. Selon HTNovo, Microsoft aurait l'intention de procéder à d'importantes modifications de design dans les mois à venir.Le nouveau design sera en adéquation avec le Fluent Design introduit il y a quelques années et qui a trouvé aujourd'hui son chemin dans divers services et applications de la firme de Redmond. Difficile de savoir à quoi ressemblera précisément ce nouvel explorateur de fichiers mais HTNovo propose dans son articles quelques concepts dont celui ci-dessous créé par Michael West, designer stagiaire chez Microsoft. Outre les nouveaux coloris, difficile aussi de savoir quelles nouvelles fonctionnalités pourraient s'inviter à la fête. Il va falloir patienter. Si ces nouveautés ne devraient être déployées officiellement qu'en 2020, le rapport croit savoir qu'il devrait être proposé aux Windows Insiders plus tard dans l'année.

L'Epic Games Store se dédouane de la polémique de l'incident à la Metro Exodus

C'est le scandale vidéoludique qui aura énervé les utilisateurs de la plate-forme Steam.
Par surprise, l'éditeur Deep Silver a confié l'exclusivité de Metro Exodus à l'Epic Games Store. Résultat : les anciens opus se sont fait mal noter massivement sur Steam et la plate-forme avait confié ne rien pouvoir faire face à cette décision même si les précommandes ont été honorées. Une exclusivité d'un an qui oblige donc les fans à télécharger un autre launcher, celui de l'Epic Games Store, pour pouvoir profiter du titre. Et c'est lors d'une conférence à GDC que la firme derrière cette nouvelle boutique en ligne a expliqué qu'une telle polémique n'aura plus lieu de leur côté tout en justifiant le fait que Deep Silver ait pris seul cette décision. C'est lors d'une conférence à la GDC qu'Epic Games est revenu sur la polémique de Metro Exodus, disponible en exclusivité pendant un an dans sa boutique en ligne. La société explique qu'elle ne souhaite pas qu'une telle erreur se reproduise tout en rejetant légèrement la faute sur Deep Silver et 4A Games. Epic Games semble conscient de la mauvaise publicité que cette affaire a pu avoir pour sa boutique en ligne, disponible depuis peu et faisant face au mastodonte Steam de Valve. Nous ne souhaitons plus faire ça. Nous parlions avec eux (Deep Silver et 4A Games) depuis de nombreux mois et ils ont pris la décision de leur côté.
Ce n'est pas un désaveu mais la façon et le moment dont les événements se sont succédés.
Nous avons décidé de collaborer et savions qu'il y avait des chances que cela se produise.

Netflix essaye un abonnement à moitié prix

Netflix teste un nouvel abonnement pour mobile low cost, qui s'affiche à un tarif plutôt intéressant, puisqu'il permettrait de diviser par deux la facture. De quoi faciliter la démocratisation du service de streaming. Malgré une forte domination mondiale dans le domaine du streaming vidéo, Netflix ne se repose pas sur ses lauriers. La firme teste en effet en ce moment un nouvel abonnement peu cher, et réservé aux mobiles. Celui-ci serait proposé à moins de quatre dollars par mois, et sera réservé aux clients vivant en Inde. Le géant du streaming semble vouloir asseoir sa domination mondiale dans les pays en développement. Dans cette perspective, Netflix vient de lancer en forme de test, une formule inédite en Inde. L'abonnement proposé est mensuel, et le tarif est peu élevé, puisqu'il ne faudra débourser que 3 euros mensuels pour y accéder. Il y a toutefois des contraintes, cette offre ne fonctionne pas sur les TV, les PC ou un appareil de type Chromecast. Elle est ainsi réservée aux smartphones et aux tablettes. A cela s'ajoute l'impossibilité de partager son compte à d'autres membres de la famille, ni de bénéficier du contenu HD ou ultra HD. Vous l'aurez compris, il s'agit d'une offre low-cost pour attirer un maximum d'usagers. Pourtant, Netflix reste prudent, et rien ne dit que cette offre réservée aux utilisateurs indiens se généralisent à l'ensemble des usagers. Le porte-parole de Netflix l'a d'ailleurs bien précisé pour éviter tout emballement : «Tout le monde n'aura pas accès à cette option, et on ne sait pas si cet abonnement sera déployé au-delà des tests». Bref, le leader du streaming reste prudent sur cette potentielle nouvelle offre. Ce qui est sûr par contre, c'est que ce forfait inédit pourrait donner la possibilité à Netflix d'être plus présent dans les pays où ses services ne sont pas complètement accessibles, et ainsi de gagner des parts de marché significatives dans les pays émergents par exemple. A l'heure actuelle, la société de streaming américaine ne détient que la huitième place de la liste des services de diffusion en continu les plus visités en Inde, ce qui est plutôt inhabituel pour l'entreprise. Ce n'est pas le cas dans les pays occidentaux, où Netflix est bien souvent le leader incontesté. L'idée est donc de grossir dans l'un des plus gros marchés du monde, avec plus d'1,3 milliards d'indiens.

Ce que vous risquez si vous ne vous hydratez pas suffisamment

Boire quand on a soif, ne suffit pas ! L'eau est un élément vital pour le bon fonctionnement de l'organisme.

Crampes, constipation et bien d'autres désagréments risqueraient de vous indisposer si vous ne vous hydratez pas suffisamment, voici une liste des maladies et troubles sérieux que vous risquez si vous ne buvez pas assez.

Des crampes à cause d'un excès d'acide lactique

Vous êtes souvent sujet aux douleurs musculaires et aux crampes, sujets aux douleurs brutales et lancinantes, avec une sensation de tiraillement au niveau d'un muscle. Ce n'est pas une maladie en soi, mais un trouble qui peut être causé par un manque d'hydratation surtout chez les personnes qui pratiquent une activité sportive. Plus les muscles travaillent, plus ils accumulent de l'acide lactique. Une substance contenant des déchets accumulés lorsque les cellules manquent d'oxygène, responsable des crampes. Boire participe au phénomène d'évacuation des déchets de l'organisme dont l'acide lactique justement et permet donc de réduire aussi le risque de crampes musculaires.

Digestion difficile et constipation

Faut-il boire entre ou pendant les repas ? La question fait souvent débat, la réponse est bien évidemment les deux. L'appareil digestif a besoin d'eau pour bien assimiler les aliments. «Sinon le bol alimentaire n'est pas assez fluide, les aliments tombent en blocs dans les intestins qui fonctionnent au ralenti.

La constipation se manifeste par la réduction de la fréquence de selles, des douleurs au ventre, ballonnements, et défécation douloureuse. A savoir : à l'inverse, boire beaucoup trop peut entraver la digestion et noyer l'estomac.

Des maux de tête : un cerveau mal oxygéné

Si vous êtes souvent sujet à des maux de tête, c'est peut-être parce que vous ne buvez pas assez d'eau. La douleur la plus fréquente ressemble à ce qu'on appelle une céphalée de tension. Le manque d'hydratation oblige le corps à puiser dans ses réserves. Même s'il n'y a pas d'étude qui statue scientifiquement sur la raison, plusieurs hypothèses penchent pour un manque d'oxygène causé par la déshydration altérant l'irrigation du cerveau. Les signes d'une céphalée de tension sont des douleurs au niveau de la nuque, sur les tempes et qui remontent jusqu'au front, une impression de casque qui oppresse la tête.

Des calculs urinaires : les sels minéraux s'accumulent sans eau

Même si vous n'avez pas souvent soif, pensez à mettre en place des habitudes pour boire quelques verres d'eau dans la journée.
Le manque d'hydratation peut causer des troubles douloureux comme les calculs urinaires. Boire suffisamment aide à les éliminer. Autrement, ils risquent de s'accumuler et former des calculs urinaires, sortes de petits cailloux qui peuvent entraver les voies urinaires. La présence de calculs

urinaires se manifeste par de violentes douleurs dans le dos au niveau des reins, brûlures pendant les mictions et du sang dans les urines quelques fois.

Des troubles neurologiques et un risque de chute

Plus on vieillit, moins on ressent l'envie de boire. Pourtant si l'envie n'est pas là le besoin, lui, l'est toujours. Passé un certain âge ne pas boire assez d'eau peut causer des troubles neurologiques. Il n'y a pas vraiment de travaux qui expliquent la raison, mais on pense cela entraîne une déshydratation du cerveau et donc une mal fonction des centres d'équilibre entraînant des troubles neurologiques comme des chutes.

Des cystites : les bactéries ne sont pas évacuées

L'eau fait partie des moteurs de notre organisme. Il en a besoin pour fonctionner correctement et surtout pour éliminer les bactéries. Lorsqu'on ne boit pas assez, surtout les femmes, on risque de souffrir d'une infection urinaire ou cystite. Les bactéries ont tendance à se fixer sur la vessie et remonter. Plus on boit, plus on rince et nettoie l'appareil urinaire pour éliminer ces microbes. Les femmes sont spécialement touchées par la cystite car elles ont un urètre plus court que les hommes.
Les bactéries remontent plus vite et plus facilement que chez les autres. Les signes de la cystite se manifestent par des douleurs à la miction, une envie d'uriner fréquente, des maux de ventre, et de la fièvre.

Des problèmes de la colonne vertébrale chez les femmes enceintes

Quand on est une femme, il n'est pas aussi simple qu'un homme d'aller aux toilettes lorsqu'on n'est pas chez soi. C'est pourquoi les femmes ont tendance à ne pas boire beaucoup pour éviter d'avoir envie de faire pipi et encore plus lorsqu'on est enceinte. Pourtant, il est encore plus important de boire pendant une grossesse pour éviter les problèmes de dos. Le bébé représente une charge lourde à porter pour les femmes enceintes qui ont tendance à se cambrer.
Ne pas boire assez entraîne une déshydratation des disques intervertébraux qui peuvent causer de sérieux problèmes de colonne vertébrale.

Diarrhée et bronchiolite qui récurrentes chez le bébé

Contrairement à l'adulte, le bébé a peu de moyen de manifester un besoin ou même de s'en rendre compte. Pourtant le risque de déshydratation est encore plus dangereux et rapide chez un bébé surtout s'il souffre de diarrhée ou d'une bronchiolite. Un bébé se déshydrate très rapidement car le risque est proportionnel au poids. Une perte en eau est encore plus énorme sur un petit enfant que sur un adulte. En cas de diarrhée : si un enfant est atteint de diarrhée, il faut particulièrement être vigilant car la maladie entraîne des pertes de liquides corporels le risque de déshydratation est encore plus grand. En cas de bronchiolite : chaque hiver 30% des nourrissons sont touchés par cette maladie virale qui provoque des troubles respiratoires. Il est d'autant plus important de faire boire son enfant dans ce cas car moins on boit plus le mucus qui encombre s'épaissit et bloque la respiration.

Neila M.

Avoir des animaux domestiques est bon pour la santé de vos enfants !

D'après les recherches les plus récentes, la présence d'animaux domestiques à la maison pourrait favorablement influencer la microflore intestinale des enfants, ce qui permettrait de réduire les risques d'obésité infantile. Il est connu depuis longtemps que la microflore de l'organisme humain est constituée d'un grand nombre de «bonnes» bactéries. Cependant, la composition de la microflore des nouveau-nés est beaucoup plus pauvre. Malgré la vitesse de reproduction rapide de ces bactéries, la période pré et post-natale est critique pour le bon développement de la microflore des bébés. Cet ensemble de bactéries influence notre santé, se développe et augmente avec l'âge et est sous l'influence de notre environnement, rapporte le portail BiomedCentral. Il y a quelque temps, des scientifiques ont prouvé que l'interaction régulière avec des animaux domestiques réduit le risque d'allergie chez l'enfant de moins d'un an. Ils ont trouvé également un plus grand nombre des bactéries Oscillospira et Ruminococcus chez des enfants de trois mois dans des familles avec des animaux domestiques. La bactérie Oscillospira contribue à déterminer l'indice de masse corporelle basse chez les adultes et les enfants grâce à son interaction avec une autre bactérie — Christenseella minuta — qui facilite la réduction du poids. Le rôle de Ruminococcus dans la santé des enfants n'est pas encore évident, mais elle commanderait probablement une moindre sensibilité à la nourriture. En même temps, il faut se rappeler que les animaux domestiques peuvent être porteurs de maladies zoonotiques, c'est pourquoi il est recommandé de prendre toutes les précautions nécessaires dans la communication des bébés avec des animaux domestiques.

Les boissons sucrées augmenteraient les tumeurs cancéreuses du côlon

Si vous êtes un consommateur régulier de boissons sucrées, ce qui suit risque de vous en passer l'envie.
Les chercheurs de la Weill Cornell Medicine de New York ont étudié les effets d'une consommation de sirop de maïs riche en fructose qu'on trouve dans les biscuits, les crèmes glacées et les boissons énergisantes sur des souris. Les tumeurs intestinales augmentaient plus vite chez celles qui en consommaient que chez celles qui avaient une alimentation moins sucrée. Les souris ont reçu l'équivalent pour l'homme de 340ml de boisson sucrée par jour. Le co-auteur de l'étude, le Dr Lewis Cantley, a déclaré que sa recherche pourrait aider les scientifiques à comprendre le nombre grandissant des cancers de ce type aux Etats-Unis. «Cette observation à l'échelle animale peut expliquer pourquoi l'augmentation de boissons sucrées et d'autres aliments à forte teneur en sucre ces 30 dernières années est liée à une augmentation des cancers colorectaux chez les personnes âgées entre 20 et 50 ans aux Etats-Unis», a déclaré le scientifique.
Les chercheurs espèrent aussi que cette étude mène au développement de nouveaux traitements pour soit guérir soit prévenir l'augmentation des cancers chez les humains. L'auteur principal de l'étude, le Dr Marcus D. Goncalves, a ajouté que, si le sucre augmente la taille des tumeurs, il n'est pas forcément à l'origine du cancer. «Nous n'avons pas été capables de démontrer que donner du sirop de maïs riche en fructose provoquait l'apparition d'une nouvelle tumeur, parce que ces souris en développent même lorsqu'elles suivent un régime normal sans sucre ajouté. Mais quand nous leur avons donné du sucre ajouté, la tumeur a beaucoup plus grossi», a-t-il précisé.

Semaine culturelle à Ouargla

35 plasticiens attendus à la semaine d'information sur les arts plastiques à Touggourt

Trente-cinq plasticiens et associations culturelles prendront part à la première semaine d'information sur les arts plastiques, prévue du 30 mars au 2 avril prochain à Touggourt, a-t-on appris, ce lundi, des organisateurs.

Initiée par la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya déléguée de Touggourt et la maison de jeunes «Kheireddine», cette manifestation constitue une vitrine sur les réalisations artistiques des plasticiens et un cadre de rencontre pour les participants afin d'échanger les expériences et d'examiner les nouveautés dans le domaine, a indiqué le directeur de la Maison de jeunes «Kheireddine» de Touggourt. Cet évènement culturel constitue également un espace pour le public de côtoyer les artistes plasticiens et de découvrir leurs œuvres et de s'initier aux courants artistiques, de dessins, toiles, aquarelles, coloriage gouache, miniatures et sculpture, a ajouté Farid Chikha. Le programme de cette semaine prévoit l'animation de deux conférences sur «l'histoire du mouvement plasticien local» et «les arts plastiques entre formation autodidacte et académique», ainsi que des concours de dessins pour enfants et animateurs et d'autres activités artistiques. La manifestation, qui tend à mettre en exergue l'importance des dessins dans l'éveil du sens artistique chez le public, comporte également une action de proximité consistant en la réalisation d'une fresque murale collective de plasticiens sur l'art architectural de la région de Touggourt, a fait savoir Chikha.

Constantine

Activités ludiques et éducatives pour les écoliers à l'occasion des vacances de printemps

Depuis l'ouverture samedi de la 9e édition du festival «Lire en fête», la bibliothèque principale de lecture publique de Constantine s'est remplie à nouveau du bourdonnement joyeux des tout-petits venus profiter d'une flopée d'activités ludiques et éducatives spécialement concoctées à cette occasion.
Organisé comme à l'accoutumée durant les vacances scolaires de printemps, cette nouvelle édition du festival annuel «Lire en fête» propose aux enfants des programmes très variés établis pour capter l'attention des enfants en mélangeant activités ludiques et instructives. Cette manifestation culturelle propose, notamment, des spectacles de théâtre et de conte, des divertissements animés par des clowns, des ateliers artistiques et scientifiques, des jeux d'intelligence et des concours de dessin de culture générale et de calcul mental à l'aide en plus d'un atelier d'initiation à l'astronomie.
Deux expositions d'astrophotographies et de livres sont également proposées aux plus âgés parmi les jeunes visiteurs de cette manifestation placée sous le slogan «colore ta vie par la lecture». A l'affiche les pièces *El Sheitan El Maghrour* et *Maya Wal Arnab El Maghrour* de l'association El Afaf, *Al Nemla Oua Soursour*, (la cigale et la fourmi) de la troupe El Karakouze proposées seront également présentées à la salle de spectacle de la bibliothèque principale de lecture publique en marge de cette manifestation. Selon Bilel Bouteba, responsable du service des activités culturelles de la bibliothèque principale de lecture publique de Constantine, le commissariat du festival a voulu se démarquer cette année en offrant aux enfants de nouvelles activités pour les aider à découvrir et à développer leur créativité à l'instar du concours de jeu vidéo et l'atelier de «Soroban». «Tous les ateliers et les spectacles proposés se veulent être une invitation pour les petits bambins à grandir dans l'amour de la science, de l'art et de la lecture et à aller constamment à la découverte du savoir», ajoute-t-il.
Ouvert à tout public, la 9e édition de la manifestation «Lire en fête» sera clôturée mardi par une remise de prix aux enfants ayant participé aux ateliers de calcul mental et de dessin notamment, en plus d'une remise d'attestations aux participants, a-t-on indiqué.

Annaba

Vacances scolaires : des ateliers de lecture et des spectacles d'animation proposés aux enfants

Les enfants d'Annaba ont renoué au début de cette semaine avec la manifestation «Lire en fête» proposant à l'occasion des vacances scolaires, des activités de divertissement et des animations culturelles. A la maison de la culture, Mohamed-Boudiaf, et la bibliothèque principale de lecture publique, Slimane Barket, des ateliers de lecture, d'initiation à l'écriture sont ouverts depuis dimanche et invitent les enfants à donner libre cours à leur imagination pour parler et écrire sur autant de thèmes qu'ils désirent, sur la nature et ses composantes, sur les valeurs et le civisme entre autres. Initiée par la Direction de la culture, la manifestation «Lire en fête» lance «la petite caravane», qui sillonnera jusqu'au 31 mars courant, les différentes communes de la wilaya et invitent les enfants à la lecture et l'évasion en leur proposant des titres et des histoires à lire, à réécrire et à imaginer des épilogues, soulignent les organisateurs.
Au théâtre Azzedine-Medjoubi, des pièces, des tours de magie et des clowns accueillent les bambins et leur assurent divertissements, détente et éclats de rire. La manifestation a débuté avec la pièce théâtrale *La cité des princes* de l'association «Baraem El Fan» de Skikda et les enfants ont encore rendez-vous avec d'autres spectacles, *Mosaïque* de la coopérative artistique «Banat Hawaa» d'Alger, «Wagon des rêves», «Royaume sous la mer» et «Manal et la magicienne du sable» Théâtre régional d'Annaba entre autres.

Théâtre

Plusieurs pièces proposées au petit public à l'occasion des journées printanières du théâtre pour enfants à Tébessa

La 8e édition des journées printanières du théâtre pour enfants à Tébessa a été ouverte à la maison de la culture Mohamed-Chebouki avec au programme plusieurs pièces théâtrales proposées au petit public. Les associations et coopératives culturelles des wilayas de Chlef, Sétif, Tipaza, Skikda et Oum El Bouaghi ont proposé aux enfants des pièces débattant des thèmes de l'amour, du bien, du rejet de la violence, la préservation de l'environnement et autant d'autres sujets, a indiqué le directeur de la Maison de la culture, Mounir Souici. L'ouverture de cet événement a été marquée par la présentation de la pièce *Baba Hanou* de la coopérative culturelle «Ami de l'art» de la wilaya de Chlef, devant un public nombreux. Venus pour la plupart accompagnés de leurs parents, les enfants ont suivi avec beaucoup d'intérêt une scène de vie d'une famille dont les membres se réunissent pour raconter des histoires véhiculant des valeurs de l'unité, de l'amour d'autrui et de l'entraide.
Pour beaucoup d'enfants, les journées printanières du théâtre sont devenues «un rendez-vous incontournable et une occasion pour s'amuser». Ces journées, coïncidant avec les vacances scolaires se poursuivront jusqu'au 28 mars courant.

Festival «Lire en fête»

Forte affluence des enfants d'El Tarf à l'ouverture de la 9e édition

Le coup d'envoi de la 9e édition du Festival «Lire en fête», donné à la bibliothèque Louise-Françoise dite Mabrouka Belkacem d'El Tarf, a été marqué par une forte affluence des enfants. Bien avant l'ouverture officielle de cette nouvelle édition, de nombreux enfants, accompagnés pour la plupart d'entre eux de leurs parents, étaient déjà sur place, une façon comme une autre de manifester leur intérêt à ce rendez-vous culturel ouvert dimanche après-midi et coïncidant avec les vacances de printemps. Selon le directeur de la Culture, Adel Safi, cette manifestation est appelée à encourager et à inculquer l'amour de la lecture ainsi que la créativité aux enfants scolarisés et à stimuler en eux l'esprit des compétitions dans divers domaines. En plus des animations de chorale, arts lyriques, danses et chants qui seront présentés par des enfants, cette nouvelle édition comporte, une exposition qui comprend plusieurs stands dédiés au livre pour enfants, un bouquet de livres et documents de la bibliothèque ainsi que des ouvrages manuels réalisés par des enfants et les différents axes du programme de proximité de la biblio-itinérante.
Divers ateliers consacrés, entre autres, au dessin, à l'art de la calligraphie arabe et amazigh, sont également au menu de cette édition qui entend, a-t-on noté, à encourager à aménager un temps pour lire après les cours. Le riche programme varié, concocté pour la circonstance, prévoit, également des séances de lecture et du Hakaouati (le conteur), des ateliers de formation destinés à rapprocher les enfants et les jeunes du livre ainsi que des concours et d'autres jeux incitant à la réflexion et la recherche.
Le Festival, qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain, prévoit également plusieurs activités culturelles et artistiques au profit des enfants des communes frontalières dont Ayoune, Zitouna et Berrihane. Des exhibitions de troupes folkloriques, des sketches et autres spectacles pensés spécialement pour les enfants, principalement des pièces théâtrales sont au programme. Dans une ambiance bon enfant, le petit public a donné libre cours à leur joie en sautillant, dansant et fredonnant des chants d'enfants, à l'ouverture de cette 9e édition.

Conférence de solidarité de la SADC à Pretoria

Une stratégie régionale en soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Les travaux de la première journée de la conférence de solidarité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) avec le Sahara occidental occupé ont débuté, ce lundi, à Pretoria avec la participation l'ensemble des Etats membres de l'organisation régionale et de pays amis de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Abritée par le centre des conférences du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale de la République d'Afrique du Sud, cette conférence de solidarité a réuni, pour sa première journée, les ministres des Affaires étrangères des 16 pays membres de la Communauté,
ainsi que de hauts représentants de pays amis de la RASD, notamment le Nigeria, le Venezuela, Cuba et le Kenya.
L'Algérie, conviée également à ce symposium, est représentée par le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et une délégation de parlementaires.
Selon le programme remis à la presse, des chefs d'Etat et de gouvernement du continent africain, des personnalités et des responsables de partis politiques d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie, ainsi que des acteurs de la société civile solidaire avec la République sahraouie seront
présents à cet évènement prévu sur deux jours.
La délégation sahraouie est rehaussée par la présence du président de la République et Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, arrivé dimanche soir, à la tête d'une importante délégation officielle dont le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek.
Le coup d'envoi de cette conférence a été donné par la ministre sud-africaine des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Lindiwe Sisulu, suivie par l'intervention de la vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères de la Namibie, Netumbo Nandi-Ndaitwah, qui est également présidente du Conseil des ministres de la SADC.
Il est prévu, toujours au titre de la première journée, une communication du ministre sahraoui des Affaires étrangères et une présentation d'une vidéo sur le Sahara occidental occupé.
Les travaux se poursuivront dans l'après-midi en deux ateliers distincts consacrés aux thèmes du rôle de la communauté internationale dans l'assurance de l'application de toutes les résolutions et décisions des Nations unies et de l'Union africaine sur le Sahara occidental, y compris le renforcement des mesures contre l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental.
Ce groupe de travail sera animé par l'ancien président de la République fédérale du Nigeria, Olesegun Obasanjo.
Le deuxième groupe de travail focalisera, quant à lui, sur le renforcement de la solidarité internationale avec le peuple du Sahara occidental afin de garantir son droit à l'autodétermination.
Les participants à la conférence de solidarité de la Communauté développement de l'Afrique australe (SADC) avec le Sahara occidental occupé, ont été unanimes, lundi, à Pretoria, à défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, appelant la communauté internationale à faire pression sur le Maroc pour qu'il respecte les résolutions des Nations unies.
Des ministres des Etats membres de la SADC intervenant, lundi, lors de la première journée des travaux de la conférence ont appelé la communauté internationale à mettre fin aux souffrances du peuple sahraoui et à soutenir son droit inaliénable à l'autodétermination, soutenant que l'Afrique ne peut pas être stable et paisible sans que le Sahara occidental n'accède à son indépendance.

La question sahraouie est une «cause noble»

Dans ce contexte, la ministre sud-africaine des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Lindiwe Sisulu a déclaré lors de son allocution de bienvenue que la question sahraouie est une «cause noble», rappelant que 28 ans après le cessez-le-feu avec l'occupant marocain, les Sahraouis attendent toujours le référendum d'autodétermination prévu par les résolutions des Nations unies.
Approuvée par le 38e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC, qui s'était déroulé en août 2018, cette conférence permettra aux chefs d'Etat et de gouvernement d'exprimer le soutien de la communauté de l'Afrique australe eu processus de décolonisation et au droit à l'autodétermination du Sahara occidental, a indiqué l'organisation régionale dans un communiqué diffusé à la veille de cet évènement, premier du genre. S'inspirant des propres expériences de décolonisation de la région et de la quête de libération, la conférence de solidarité avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD), prévue sur deux jours, co-organisée par l'Afrique du Sud et la Namibie, constitue, selon la ministre sud-africaine des relations internationales et de la Coopération, Lindiwe Sisulu, une «étape importante pour mobiliser et apporter un soutien au peuple sahraoui dans sa lutte pour son indépendance».
Sisulu a souligné, dans une déclaration à la presse sud-africaine, que son pays restera «attaché à sa position de principe en faveur du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», précisant que «la position ferme» de son pays s'appuyait sur les décisions prises par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Union africaine (UA) et les Nations unies sur la question du Sahara occidental occupé.
«L'Afrique du Sud est déterminée à travailler avec la SADC pour la liberté du peuple du Sahara occidental, et cela doit être fait de notre vivant.
Les Sud-Africains ne seront libres que lorsque les peuples du Sahara occidental et de Palestine seront libres», a ajouté Sisulu.
De son côté, le professeur extraordinaire à l'Université de Pretoria, le Dr Garthe le Pere, a affirmé que «la conférence de solidarité avec la RASD a été inspirée par les tentatives récentes de l'ONU et de l'UA de fermer ce chapitre de l'occupation du Sahara occidental par le Maroc, qui s'est systématiquement vu refuser le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui».
La conférence sera l'occasion de souligner «le grave problème humanitaire du peuple sahraoui, aggravé par la violation flagrante de ses droits fondamentaux», a soutenu l'universitaire.

Une stratégie régionale en soutien au droit à l'autodétermination

La SADC a convié plusieurs pays et organisations régionales et internationales, à la tête desquels la RASD, à participer à ce symposium international dont les résolutions seront présentées à la Commission de l'UA, a-t-on également précisé.
La région de la SADC, qui comprend 16 Etats membres, dont l'Angola, Botswana, RD Congo (RDC), Madagascar, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe, défend le droit du peuple sahraoui à disposer de lui-même sur la base des principes du multilatéralisme et de la légalité internationale dans la recherche d'une solution politique juste, durable garantissant le droit d'autodétermination du peuple sahraoui conformément aux résolutions de l'ONU et à la légalité internationale.
Dans cet esprit, les pays de la communauté croient au principe de l'inviolabilité des frontières coloniales héritées en Afrique et au droit des peuples des anciens territoires coloniaux à l'autodétermination et à l'indépendance, énoncés dans l'Acte constitutif de l'UA.

Le conflit au Sahara occidental, une question de décolonisation

Le ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Salem Ould Salek a indiqué, dimanche, que le droit à l'autodétermination constituait le principe fondamental du droit international contemporain, signé par la partie sahraouie et le Maroc en 1991, a rapporté l'Agence de presse sahraouie (SPS).
Le droit à l'autodétermination est «une solution consensuelle qui vient en conformité avec la nature du conflit dans le Sahara occidental en tant que question de décolonisation, laquelle doit être parachevée avec l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance», a affirmé Ould Salek. Les déclarations de Ould Salek, membre du secrétariat national du Front Polisario interviennent suite aux déclarations du ministre marocain des Affaires étrangères, Nacer Bourita, dans lesquelles il a évoqué «la conformité de l'autonomie avec le principe du droit à l'autodétermination et l'indépendance», à l'issue de la deuxième table-ronde ayant réuni les deux parties du conflit, à savoir le Maroc et le Front Polisario, sous l'égide de l'Envoyé spécial du SG de l'ONU, Horst Kohler, tenue du 21 au 22 mars en cours en Suisse. Ould Salek a souligné, dans ce sens, que le droit à l'autodétermination constituait «un principe fondamental du droit international moderne», qui représente également la base sur laquelle a été fondée l'Organisation des Nations unies (ONU) après la Seconde Guerre mondiale, c'est pourquoi il a été inclus par le Congrès de San Francisco dans le premier article de la Charte de l'ONU.
«Du fait que la communauté internationale ne reconnaît pas aujourd'hui la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, le peuple sahraoui n'acceptera que l'indépendance de tout son territoire national», a-t-il souligné, précisant que l'approbation par la République sahraouie d'un référendum d'autodétermination émane des «engagements pris dans le cadre de ce qu'elle a signé avec le Maroc en 1991», du fait qu'elle respecte la volonté de son peuple d'une part et qu'elle considère le référendum d'autodétermination comme solution démocratique consensuelle qui s'adapte à la nature de la question en tant que question de décolonisation qui ne sera parachevé que par l'exercice du peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance». Le ministre a réitéré la disposition de la partie sahraouie à coopérer avec l'ONU et l'Union africaine (UA) pour mettre fin au conflit entre la République sahraouie et le Royaume du Maroc, sur la base du respect de l'unité territoriale de l'Etat sahraoui.

Ahsene Saaid

Elections européennes

La ministre francaise Loiseau devait démissionner pour les élections européennes

La ministre française des Affaires européennes Nathalie Loiseau devait démissionner, ce lundi, pour mener la liste aux élections européennes du parti présidentiel, ont rapporté lundi des sources proches.

LREM, le parti présidentiel qui est donné en tête des sondages en vue du scrutin du 26 mai, doit entériner dans la soirée le nom de Mme Loiseau et d'une trentaine d'autres candidats sur sa liste. Selon plusieurs sources, l'actuel directeur du WWF France, Pascal Canfin, sera numéro 2 de la liste. Cet écologiste avait été ministre (EELV) délégué au Développement en 2012, dans un gouvernement socialiste. Le premier grand meeting de campagne aura lieu samedi en banlieue parisienne. Nathalie Loiseau, 54 ans, est une diplomate de carrière qui a dirigé l'ENA, l'Ecole d'administration où sont passés nombre de ministres et présidents. Elle est entrée au gouvernement en juin 2017. Elle avait annoncé en direct à la télévision, lors d'un débat avec la cheffe de l'extrême droite Marine Le Pen le 14 mars, sa candidature pour mener la liste LREM au Européennes. Selon un sondage Harris Interactive et Agence Epoka publié dimanche, la liste de la majorité LREM et MoDem, son allié du centre, pointe à 23% d'intentions de vote et devance celle du Rassemblement national (RN, extrême droite), créditée d'environ 22%.

Jordanie

Le roi annule une visite à Bucarest en solidarité avec Al Qods

Le roi de Jordanie, Abdallah II, a annulé une visite en Roumanie, initialement prévue lundi, en signe de protestation après les propos de la Première ministre roumaine sur un transfert de l'ambassade de son pays à Al Qods occupée, a indiqué le Palais royal. «Le roi Abdallah II a décidé d'annuler une visite prévue lundi en Roumanie en solidarité avec Al Qods», a indiqué le Palais royal dans un communiqué. L'annulation de la visite, qui devait être marquée par la signature de plusieurs accords dans différents domaines, a été prise après les déclarations dimanche de la Première ministre roumaine sur le transfert de l'ambassade de son pays à Al Qods occupée, selon le texte. Viorica Dancila a promis, dimanche, à Washington que son pays allait déménager son ambassade en Israël à Al Qods, un transfert auquel le président roumain a toutefois aussitôt rappelé son opposition. Elle s'exprimait au premier jour d'une conférence du lobby américain pro-israélien. Sa déclaration prend un relief particulier alors que Bucarest assure actuellement la présidence tournante de l'Union européenne. Un tel déménagement, suivant la voie ouverte en décembre 2017 par le président américain Donald Trump, doit recevoir le feu vert du chef de l'Etat roumain pour devenir réalité. Or, le président de centre-droit Klaus Iohannis, en conflit ouvert avec la majorité de gauche, s'oppose au souhait du gouvernement d'emboîter le pas aux Etats-Unis. Le haut responsable palestinien, Saëb Arekat, a lui qualifié la déclaration de Mme Dancila de «violation flagrante des droits des Palestiniens, de la loi internationale et des résolutions de l'ONU.

Mali

La France salue l'engagement du gouvernement malien à dissoudre les milices

La France a salué, ce lundi, l'engagement du gouvernement malien à dissoudre les milices qui «alimentent la terreur dans cette région», a indiqué le Quai d'Orsay qui a condamné les violences ayant fait plus de 130 morts dans le centre du Mali.

«La France salue l'engagement du gouvernement malien à dissoudre les milices qui alimentent la terreur dans cette région et qui doivent être désarmées», a déclaré la porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Agnès Von Der Mühll, appelant les autorités à «tout mettre en œuvre» pour «retrouver et juger les auteurs de ces massacres». Le gouvernement malien a dissous, dimanche, une milice de chasseurs «dogons» et limogé les chefs de l'armée, suite au massacre de plus de 130 Peuls dans le centre du pays, une attaque la plus meurtrière au Mali depuis au moins six ans. A cet effet, la France a condamné avec la «plus grande fermeté» les violences qui ont endeuillé le centre du Mali, a ajouté la porte-parole, soulignant que la France continuera d'appuyer les efforts visant à assurer la protection des populations et à créer les conditions d'un dialogue et d'une réconciliation nationale, «plus que jamais nécessaire au centre du Mali».

La France intervient militairement au Mali depuis janvier 2013, rappelle-t-on, à l'appel du gouvernement malien pour lutter contre le terrorisme et protéger ses intérêts économiques dans la région.

Brexit

May convoque une réunion de «crise» avant une semaine cruciale

La Première ministre britannique Theresa May a mené, dimanche, des consultations avant une semaine cruciale pour le Brexit, dans un climat de crise nourri par des interrogations sur sa stratégie et des spéculations sur son maintien à Downing Street. Après avoir obtenu de l'UE un report de la date de Brexit, la dirigeante conservatrice tente de rallier les députés britanniques derrière son Traité de retrait de l'UE, un texte négocié de longue haleine avec Bruxelles et censé organiser un divorce en douceur. En l'absence de «soutien suffisant» pour un nouveau vote, la dirigeante conservatrice a suggéré vendredi qu'elle pourrait ne pas le représenter la semaine prochaine. «Nous le représenterons quand nous serons sûrs d'avoir (le soutien nécessaire)», a souligné, dimanche, le ministre chargé du Brexit, Steve Barclay, sur la BBC. Critiquée de tous côtés pour sa gestion du Brexit, la dirigeante conservatrice est sous la menace de manoeuvres visant à la déloger, a rapporté, dimanche, *le Sunday Times*, selon qui elle pourrait céder sa place au vice-Premier ministre David Lidington, dans un rôle intérimaire. Le Mail on Sunday voyait, lui, le poste échoir au ministre de l'Environnement Michael Gove, un Brexiter. Les deux intéressés se sont toutefois empressés de démentir. «Je n'ai aucune envie de prendre sa suite», a déclaré le premier, le second estimant que ce n'était «pas le moment de changer le capitaine du navire». Theresa May se trouvait dimanche dans sa résidence de campagne de Chequers (nord-ouest de Londres) et menait des discussions avec «ses collègues», a indiqué un porte-parole de Downing Street. Selon les médias britanniques, elle y tiendrait une «réunion de crise» en compagnie de plusieurs Brexiters influents, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, et Jacob Rees-Mogg, président de l'European Research Group (ERG), un groupe de députés partisans d'une sortie de l'UE sans concession. Le gouvernement devrait dévoiler lundi ses intentions quant à la suite du processus, tandis qu'une série de votes indicatifs pour déterminer les desiderata du Parlement pourrait avoir lieu dans la semaine. Une option qui n'est pas sans danger pour l'exécutif en raison des tensions qu'elle pourrait susciter, les eurosceptiques craignant que le Parlement n'en profite pour prendre le contrôle du Brexit, et en dénaturer la substance. Dans le cas où elle présenterait finalement son accord aux députés, Theresa May devra surmonter deux obstacles, le premier ayant trait à la possibilité même de soumettre le texte. Ce vote, initialement prévu cette semaine, avait été bloqué par le président des Communes, John Bercow, au motif que l'exécutif ne pouvait présenter à nouveau un même texte sans changement. Les récentes décisions de l'UE peuvent toutefois apparaître comme des éléments nouveaux, selon les analystes. Le deuxième obstacle fait en revanche figure de gageure, puisque la Première ministre doit convaincre les députés de changer d'avis, qui plus est après les avoir échaudés en rejetant sur eux la responsabilité des atermoiements du Brexit dans une allocution mercredi. Anticipant un possible rejet, les dirigeants de l'UE 27 ont eux donné à Mme May le choix: soit l'accord est voté et le Royaume-uni effectue une sortie ordonnée de l'UE, avec un court report fixé au 22 mai. Soit l'accord est rejeté et Londres aura jusqu'au 12 avril pour décider d'organiser des élections européennes, ce qui lui permettrait de demander un nouveau report. Sinon, ce serait une sortie sans accord, près de trois ans après le référendum sur l'UE du 23 juin 2016. A l'orée de cette semaine cruciale, des centaines de milliers de personnes ont défilé à Londres samedi pour réclamer un nouveau référendum. Les opposants à la sortie de l'UE se manifestaient également sur internet, la pétition en ligne demandant au gouvernement de renoncer au Brexit ayant dépassé dimanche les 5 millions de la Commission européenne a terminé ses préparatifs en cas de «no deal».

La Commission européenne a terminé ses préparatifs en cas de divorce sans accord avec le Royaume-Uni, une perspective qui semble «de plus en plus vraisemblable» le 12 avril prochain, selon un communiqué publié lundi.

Cette annonce intervient à l'entame d'une semaine cruciale pour la Première ministre britannique Theresa May, après un nouveau calendrier du Brexit décidé entre les Européens et Londres qui prévoit, parmi deux options, un report du divorce au 12 avril, en lieu et place de la date du 29 mars. «Bien que le scénario d'un no-deal ne soit pas souhaitable, l'UE est prête», assure la Commission. Elle rappelle qu'en cas de divorce sans accord, le Royaume-Uni «deviendra un pays tiers» et qu'il n'y aura pas de période de transition, comme le prévoit l'accord de traité conclu entre les 27 et May mais que le Parlement britannique a retoqué par deux fois. «Cela évidemment créera des perturbations significatives pour les citoyens et les milieux d'affaires», souligne la Commission dans ce communiqué à la tonalité sombre sur la possibilité d'une sortie désordonnée. «Les citoyens britanniques ne seront plus citoyens de l'Union européenne» et «seront soumis à des contrôles supplémentaires lorsqu'ils traverseront les frontières de l'Union européenne», avertit la Commission. Estimant que les préparatifs en cas de divorce brutal «ne pourront atténuer tout à fait les conséquences d'une absence d'accord», la Commission rappelle que ce plan concerne, notamment, les domaines sensibles de la pêche, les services financiers et les transports aériens. Theresa May discutait, ce lundi, avec ses ministres de sa stratégie pour le Brexit, ouvrant une semaine qui pourrait voir le Parlement britannique prendre la main sur le processus de sortie de l'UE, face à une Première ministre en difficulté.

A. S.

Russie

La militarisation de l'espace relancée par les Etats-Unis crée «une menace» pour Moscou

La militarisation de l'espace relancée par les Etats-Unis ainsi que le renforcement de la défense antimissile globale créent «une menace» pour la Russie, a estimé le secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie, Nikolaï Patrouchev.

«Parmi elles [les menaces], je citerais également la destruction par l'Occident du système des traités internationaux en matière d'exploitation pacifique de l'espace et le renforcement de la défense antimissile globale américaine», a-indiqué Patrouchev dans un entretien au journal russe Izvestia.. Début mars, le chef de l'état-major russe a annoncé que «si les Etats-Unis continuaient à s'engager dans une militarisation de l'espace, la Russie serait obligée de prendre des mesures réciproques et asymétriques», ajoutant que» les Etats-Unis créent des prétextes qui pourraient mener à une militarisation de l'espace en proclamant leur intention de l'utiliser à des fins militaires». Les Etats-Unis ont accusé dernièrement la Russie et la Chine d'accroître le risque d'un conflit dans l'espace, notamment en développant des armes antisatellites, en plein débat sur un traité de maintien de la paix spatiale. Des experts de 25 pays - y compris de la Chine, de la Russie et des Etats-Unis - sont réunis à huis clos depuis lundi dernier à Genève pour tenter de jeter les bases d'un accord sur la prévention de la course aux armements dans l'espace. Pékin et Moscou ont soutenu l'organisation de cette réunion du Groupe d'Experts Gouvernementaux (GGE), qui se tient jusqu'au 28 mars sous la présidence de l'ambassadeur brésilien auprès de la Conférence du Désarmement de l'ONU, Guilherme de Aguiar Patriota.

Le président américain Donald Trump a décidé de créer une «Force de l'espace» et le Pentagone a soumis une proposition en ce sens début mars au Congrès. Cette annonce a suscité une vive inquiétude dans le monde, mais les experts pensent que les trois grandes puissances ont beaucoup à perdre si les discussions en cours échouent, étant donné l'importance croissante de la technologie satellitaire dans les affaires civiles et militaires.

La réunion du (GGE) ne publiera un rapport que si l'ensemble des nations parviennent à un consensus sur son contenu.

Les experts vont tenter de se mettre d'accord sur une liste d'«éléments» qui pourraient constituer la base d'un traité, a pronostiqué l'ambassadeur brésilien.

Japon

Explosion dans une base militaire américaine à Okinawa

Plusieurs bouteilles de gaz ont explosé, dimanche soir, dans la base militaire américaine d'Okinawa, ont fait savoir des responsables du bureau de la défense de cette préfecture du sud du Japon cités par le site japonais NHK. «Pour le moment, aucune victime n'a été signalée», ajoute la même source, indiquant qu'un individu est suspecté d'avoir pénétré dans la base militaire américaine d'Okinawa pour y faire exploser des bouteilles de gaz. La clôture entourant le site a été sectionnée, ont fait savoir des responsables. «Des militaires de la base ont constaté qu'une partie de la clôture entourant le site avait été sectionnée, probablement afin de livrer le passage à l'auteur de l'explosion», ont-ils indiqué. A Okinawa, les Japonais disent «non» à l'installation d'une base américaine. Occupée par les Américains après la Seconde Guerre mondiale et rétrocédée aux Japonais en 1972, l'île d'Okinawa, qui représente 0,6% du territoire nippon tout en étant située à un emplacement stratégique, héberge 74% des installations militaires et plus de la moitié de toutes les forces américaines déployées au Japon.

Selon l'administration préfectorale, 25 800 militaires américains et 19 000 membres de leurs familles résident à Okinaw

Afghanistan

13 civils tués dans une frappe de la coalition internationale

Au moins 13 civils, dont 10 enfants, ont été tués lors d'une frappe aérienne de la coalition internationale dans le nord de l'Afghanistan dans la nuit de vendredi à samedi, a annoncé, ce lundi, l'ONU. «La mission exprime sa vive préoccupation quant au fait que, d'après une enquête initiale, dix des tués étaient des enfants appartenant à la même famille élargie déplacée par des combats ailleurs dans le pays», a observé la Mission de l'ONU en Afghanistan (Manua) dans un communiqué. Outre les forces afghanes, seuls les Etats-Unis mènent des opérations aériennes dans le pays. Le président américain Donald Trump avait exprimé, au mois de février, sa volonté de retirer les forces américaines d'Afghanistan. Sa décision n'a pas suscite l'unanimité auprès du congrès américain

Italie

Elections régionales, nouvelle victoire de la coalition de la droite

Une coalition de droite et extrême droite menée par la Ligue (extrême droite) a remporté une nouvelle victoire lors d'élections régionales dimanche en Basilicate (sud de l'Italie), dernier test avant les européennes du 26 mai.

Selon des résultats portant sur plus de 95% des sièges électoraux, le candidat de cette coalition régionale qui réunit principalement la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia (FI), le parti de Silvio Berlusconi, remporte 41,9% des voix.

La Ligue obtient 19,2%, loin devant FI, qui doit se contenter de 8,9%. Au niveau national, la Ligue gouverne avec le Mouvement 5 étoiles (M5S), tandis que (FI) et les petits partis de la coalition sont dans l'opposition. Mais au niveau local, dans de nombreuses villes et régions, la coalition FI-Ligue se maintient et a remporté six des sept dernières élections régionales. Le centre gauche, en difficulté dans tout le pays depuis sa défaite lors des législatives de mars 2018, perd la région malgré un bon score (33,3%), qui en cache cependant un très mauvais: au sein de cette coalition, le Parti démocrate (PD), pilier du centre gauche en Italie, n'obtient que 7,8% des voix.

Le Mouvement 5 Etoiles (M5S) reste avec 20,4% le premier parti de cette région du Sud déshérité, mais ce score est également une énorme contre-performance après les 44% engrangés lors des législatives de 2018. Le M5S poursuit ainsi une baisse marquée dans les élections locales successives et dans les sondages depuis son arrivée au pouvoir au sein d'un gouvernement d'union avec la Ligue

Législatives en Thaïlande

Le parti de la junte en tête des suffrages selon les résultats préliminaires

Le parti de la junte est arrivé en tête des suffrages des élections législatives tenues, dimanche, en Thaïlande, en obtenant selon les derniers résultats partiels, plus de 7,6 millions de voix sur 50 millions d'électeurs, face au parti Palang Pracharat et au parti Pheu Thai (de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra), selon des résultas préliminaires divulgués lundi. Ces resultats ne donnent pas toutefois le parti de la junte vainqueur. Les partis de Palang Pracharat et Pheu Thai disposent encore de la carte de tractation des alliances pour tenter de renverser la donne. «Tant que nous respirerons, nous n'abandonnerons pas», a commenté Thaksin président du Palang Pracharat sur Facebook. Le parti de Palang Pracharat peut en effet encore gagner grâce au jeu des alliances et à un système électoral complexe, non proportionnel au nombre de voix enregistrées. «Il lui suffit d'obtenir 126 sièges sur les 500 que compte la Chambre des représentants pour garder le contrôle du pays», soulignent des analystes. Le Pheu Thai devrait quant à lui gagner 376 sièges pour pouvoir former un gouvernement. La presse thaïlandaise a souligné, ce lundi, la difficulté qu'auront les vainqueurs d'un bord ou de l'autre à former une coalition gouvernementale, avec ces nouvelles règles électorales qui limitent les chances de voir un seul parti acquérir à lui seul une majorité parlementaire confortable, édictées spécialement pour limiter le succès du Pheu Thai. Les législatives de dimanche sont, pour rappel, les premières qui se tiennent depuis le coup d'Etat militaire de 2014 en Thaïlande. Le parti du Pheu Thai, parti de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra en exil, a toujours pu remporter haut la main toutes les élections nationales depuis près de vingt an.

Djibouti

Réunion de haut niveau sur le dialogue annuel avec l'UE

La réunion de haut niveau sur le dialogue politique annuel entre la République de Djibouti et l'Union européenne (UE) s'est tenue, dimanche, à Djibouti, ont rapporté des médias. Un communiqué diffusé à l'issue de cette rencontre précise que les discussions entre les deux parties ont tourné autour de trois axes majeurs : politique nationale et régionale en matière de promotion des valeurs démocratiques, développement socioéconomique et intégration régionale.

Cette réunion a été coprésidée par le ministre djiboutien des Affaires étrangères, Mahmoud Ali Youssouf, et l'ambassadeur de l'UE à Djibouti, Adam Kulach, avec la participation de diplomates de plusieurs pays européens. Les participants ont convenu de la nécessité de consolider les efforts en vue de la continuité et du renforcement de la coopération entre l'UE et Djibouti dans les domaines politique, économique et social. A cette occasion, Youssouf a déclaré que l'UE était depuis de nombreuses années un partenaire de développement fiable et un ami de confiance pour le gouvernement de Djibouti ainsi que pour l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Il a rappelé que les enveloppes de l'UE dédiées à la coopération sont passées de 60 millions d'euros dans le 10e Fonds européen de développement (FED, 2009-2014) à 105 millions d'euros pour le 11e FED (2014-2020).

A ces financements viennent s'ajouter ceux du Fonds fiduciaire et d'autres instruments de coopération, a-t-il noté.

Grande manifestation à Paris

Les Algériens de France ne se démobilisent pas

Au milieu d'une floraison de drapeaux nationaux, les Algériens établis en France se sont à nouveau mobilisés, dimanche, lors d'une grande manifestation à Paris et d'autres villes, durant laquelle ils ont réitéré leur revendication en faveur d'un «changement radical du système politique en Algérie».

L'agence APS qui rapporte cette information rappelle que cette cinquième mobilisation consécutive des expatriés algériens fait suite à la décision de présenter la candidature du président sortant, Abdelaziz Bouteflika, au 5e mandat, alors que celui-ci affirme qu'il n'en a jamais été question. Regroupés par milliers, les contestataires ont, une fois encore, revendiqué le départ du régime actuel ainsi que de ses responsables, prônant l'institution d'une nouvelle Constitution devant donner lieu à la naissance d'«une nouvelle République et d'un Etat de droit». Sur les pancartes et banderoles portées par les manifestants étaient inscrits divers slogans tels : «Pour l'Algérie, on refuse tout pouvoir bâti sur l'instrumentalisation de la religion, du mensonge, de la peur et de la violence» - «L'Etat appartient à la nation et non pas à un clan» - «Une deuxième République citoyenne, civile, démocratique et moderne» - « Un peuple uni dans une Algérie indivisible» - ou bien encore «Pour une Algérie souveraine et sans tutelle». Les organisateurs de cette mobilisation ont délimité, à l'aide de rubans, les zones de la manifestation au niveau de la place de République, interdisant aux participants d'escalader l'imposant monument historique qui s'y trouve en son centre. Ils ont également procédé à la régulation de la circulation routière aux alentours de la place, puis, la manifestation terminée, ils se sont attachés à ramasser des divers débris abandonnés par les contestataires. Des regroupements similaires ont été organisés, le même jour, dans une atmosphère festive dans d'autres villes de l'Hexagone, à l'exemple de Marseille, Lille, Toulouse ou Lyon.

Y. D. / Ag.

APN

Les Indépendants et Non-inscrits appellent à la convocation d'une séance extraordinaire

Le groupe parlementaire des Indépendants et les Non-inscrits à l'Assemblée populaire nationale (APN), ont appelé, dimanche soir, l'actuel président de la chambre basse du Parlement, Mouad Bouchareb, à convoquer une séance extraordinaire pour «examiner la conjoncture actuelle et prendre les mesures adéquates qui répondent aux aspirations du peuple». «Vu le mouvement populaire de grande envergure que connaît notre pays et en notre qualité de représentants du peuple, appelés à soulever ses préoccupations et ses revendications, nous vous demandons de convoquer une séance extraordinaire pour examiner la conjoncture actuelle, élaborer un communiqué et prendre les mesures adéquates, en vertu des prérogatives que nous confère la loi, des mesures qui soient à la hauteur des aspirations de notre peuple et de l'avenir de notre pays, la séance devant être diffusée en direct sur les chaînes de télévision publiques et privées», précise un communiqué conjoint dont une copie est parvenue à l'APS, signé par le président du groupe des Indépendants, Osmani Lamine et le président des Non-inscrits, Nazih Berramdane. La demande portant convocation de cette séance extraordinaire intervient en application des dispositions de la Constitution, notamment en son article 115, en vertu de l'article 05 de la loi 01/01 relative à la qualité de membre au Parlement.

N. I.

FLN

Le Parti affirme son attachement à l'organisation de la Conférence nationale inclusive

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a affirmé, dimanche, à Alger, son attachement à l'organisation de la Conférence nationale inclusive à laquelle a appelé le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Dans un communiqué explicatif, le FLN a fait savoir qu'il prendra part au «débat national (Conférence nationale inclusive) à travers ses cadres et ses militants», rappelant par la même occasion que l'annonce de ses positions se fait à travers «des communiqués officiels émanant de sa direction». Le parti a réitéré, dans ce sens, «son engagement à respecter la feuille de route décidée par le président de la République dans laquelle il s'est engagé à prendre une série de réformes radicales visant à construire une nouvelle Algérie, en réponse aux aspirations du peuple algérien épris de plus de réformes politiques, économiques et sociales». Le message du chef de l'Etat était «clair de par ses objectifs visant à faire sortir l'Algérie de cette crise», et à la tête duquel figure l'organisation d'une Conférence nationale inclusive, englobant tous les courants politiques représentatifs du peuple algérien, a indiqué le FLN. «Les décisions émanant de ladite Conférence seront souveraines et à caractère obligatoire, garantissant la concrétisation d'un nouveau système pour la République algérienne, où seront exprimées les aspirations du peuple algérien», a-t-il encore soutenu. «Le FLN «qui a toujours été aux côtés du peuple et de la catégorie des jeunes, réitère sa disposition à œuvrer à la concrétisation de ces décisions, aux côtés de toutes les forces nationales, au diapason des aspirations et des espoirs du peuple au changement et à la contribution à l'édification d'une nouvelle République, en concrétisation des revendications du mouvement populaire».

M. M.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA D'EL OUED

ADRESSE : CITE 19 MARS 1962 EL OUED
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) : 099639019055901
INTITULE DE L'OPERATION : ETUDE ET REALISATION DE LA ROUTE BIR EL KHECHBA
Ghrafat Saiedi Hassi Tesleb - Hassi Hania Oum Salah vers El Guelta sur 60 km
N° D'OPERATION : NE5.522.2.262.139.18.03

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 07 / 2019

la Direction des Travaux Publics de la wilaya d'El-Oued, lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour le suivi des travaux de : **réalisation de la route Bir El Khechba- Ghrafat Saiedi-Hassi Tesleb –Hassi Hania Oum Salah vers El Guelta sur 60 kms.**
avec les conditions de capacités minimales suivantes :

- Etre qualifiés dans le domaine de suivi des infrastructures routières (certificat d'agrément code 1001 ,(0401 ou 0406) ou décret de création avec modification pour les bureaux d'études publics, obligatoire, avec certificat d'ISO valable).
- Ayant déjà assuré le suivi des travaux route en travaux publics (projet similaire) au minima un linéaire de 20 Kms ou plus , par attestation ,durant les 10 dernières années (2009 à 2018).
- le soumissionnaire doit avoir réalisé durant la dernière 03 l'années ,Au moins un chiffre d'affaires moyen de 100.000.000,00 DA justifiés par des bilans vises par des comptables experts et portants les caches de dépôts au niveau des service des impôts ou par des attestation de chiffres d'affaires délivrer par les services des impôts.
- Sont exclus de la participation à cette appel d'offres les bureaux d'étude défaillants, qui sont en retard dans l'exécution des prestations qui leurs ont été confiées et qui sont mis en demeure par la DTP d'EL-OUED.

Les bureaux d'études intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges et déposer les offres auprès :

Direction des Travaux Publics de la wilaya d'El-Oued
Bureau des Marchés, Contentieux et Archives – Cité 19 Mars El-Oued.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique» ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

«A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»
Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°...../2019
" suivi des travaux de réalisation de la route Bir El Khechba- Ghrafat Saiedi-Hassi Tesleb –Hassi Hania Oum Salah vers El Guelta sur 60 kms"

Le dossier de candidature

- La déclaration de candidature dûment remplie ; signée, cachetée et datée.
- La déclaration de probité dûment remplie; signée, cachetée et datée.
- Statut de la société avec les modifications existantes.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Capacités professionnelles : Copie de certificat d'agrément code 1001,(0401 ou 0406) obligatoire avec certificat d'ISO valable. ou décret de création pour les bureaux d'études publics.
- Capacités technique : Attestations administratives pour des prestations de suivi des travaux de route dans la période de **2009 au 2018.**
- Capacités financiers : Les bilans fiscaux ou l'attestation de chiffre d'affaires de l'bureau d'étude durant la dernière 03 l'années (visées par les services des impôts).

L'offre technique

- La déclaration à souscrire dûment remplie, signée ,cachetée et datée.
- Le cahier des charges dûment remplie ,signée ,cacheté ,paraphé et daté portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Liste des Moyens matériels :accompagnée des pièces justificatives conformément au cahier des charges.
- La liste des moyens humains :accompagnée des pièces justificatives conformément au cahier des charges.
- L'instruction aux soumissionnaires dûment paraphée, signée, cachetée et datée.

L'offre financière

- La lettre de soumission dûment remplie, signée, cachetée et datée.
- Le bordereau des prix unitaires dûment rempli, signé ,cacheté et daté.
- Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli, signé ,cacheté et daté.

La validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03)mois à compter de la date de dépôt des offres . Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un mois supplémentaire .

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours par référence à la date de la première publication parution du présent avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), la presse ou le portail des marchés publics. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date du dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
La date du dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres de (08H30) à (10H30).

La date d'ouverture des plis est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres à (11H00).

Les soumissionnaires sont invités a assister à la séance d'ouverture des plis est prévue en séance publique au siège de la Direction des Travaux Publics de la wilaya d'EL OUED les soumissionnaires sont invités à y assister.

L'Echo d'Algérie : 26/03/2019 | Anep : 1916 007 191

Sudoku

1			9	2	5		4	7
	3							9
				3				
2	7	8		9				
	5				8			3
		4				9	1	
	9		5			8		
								2
6			1		2			

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9

10	11	12	13 G	14 H	15

16 V	17 B	18 M	19 X

6	5	7	1	1	7	6	3	5	■	1	7	8	7	
5	9	10	7	■	11	5	10	11	7	9	12	2	10	
■	5	■	11	1	12	6	12	9	3	5	4	4	5	
1	12	11	9	12	4	■	6	5	13	6	5	9	■	
12	10	8	2	10	5	4	■	6	12	7	11	■	8	
5	9	12	6	5	■	3	14	4	7	10	■	8	7	
15	5	1	7	10	10	5	■	12	11	2	4	5	6	
11	■	12	4	5	■	11	2	10	■	15	7	6	15	
■	16	2	■	■	4	■	1	■	8	2	12	9	5	
1	7	10	■	6	5	11	1	4	5	10	15	12	6	
2 O	10	■	17	12	11	9	6	2	9	11	■	9	5	
3 U	10	12	6	18	5	■	12	17	2	■	11	3	■	
4	5	10	9	5	■	1	18	■	12	18	12	15	5	
5	■	8	5	6	3	4	5	5	10	■	11	5	9	
■	17	7	4	■	11	3	11	11	5	19	■	11	7	

Pêle-mêle

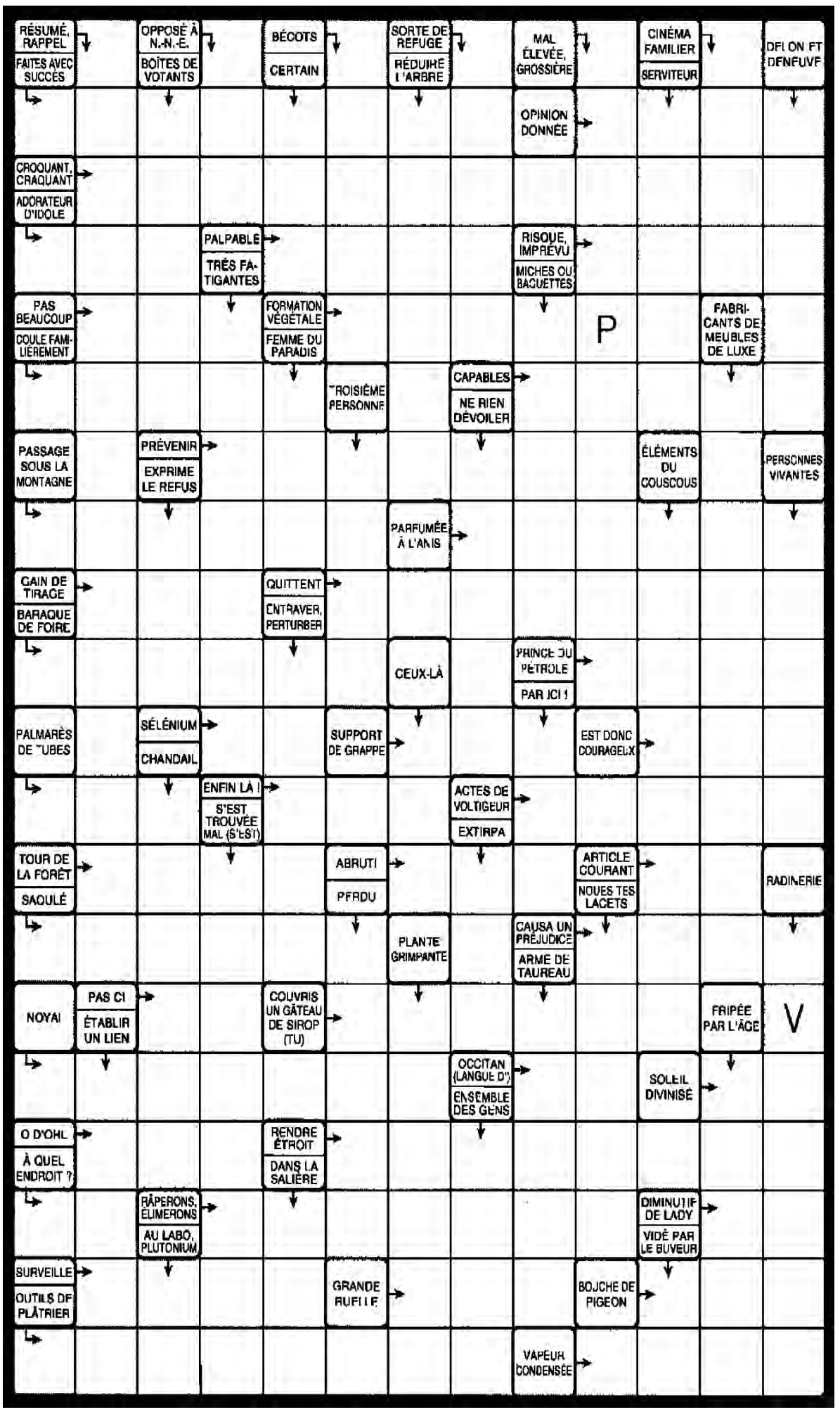
ACEREE	DICTION
ADROIT	ECIMER
ARCHE	HAMECON
ATROCE	MENDIE
ATTIRE	PLANER
BARRE	REMORDS
BLESSEE	SHORT
COMMERE	TIGREE
DALLANT	TRACOIR
DEFLORE	

E	C	I	M	E	R	D	M
T	R	O	H	S	E	A	E
P	N	C	M	F	E	T	N
L	R	A	L	M	R	T	D
A	S	O	L	A	E	I	I
N	R	D	C	L	C	R	E
E	C	O	R	T	A	E	E
R	I	T	I	O	R	D	A
R	N	O	C	E	M	A	H
A	N	T	I	G	R	E	E
B	L	E	S	S	E	E	R

E	S	O	U	R	I	R	E
G	R	A	N	D	E	R	A
A	G	A	D	G	E	T	R
D	D	E	R	R	T	E	I
I	A	E	I	A	I	C	M
V	T	T	C	P	R	A	E
O	E	H	M	O	I	C	L
R	E	O	Y	N	R	H	B
C	P	A	A	O	A	U	C
E	N	T	U	O	T	A	M
T	E	E	C	U	D	A	C

ATOUT	GADGET
ATTACHE	GRANDE
BLEMI	MAINATE
CADUCEE	POMPIER
CHIPIE	REGRET
CROYANT	RETIRER
DATEE	SOURIRE
DECORUM	TARIR
DIVORCE	VIDAGE
ECROUE	

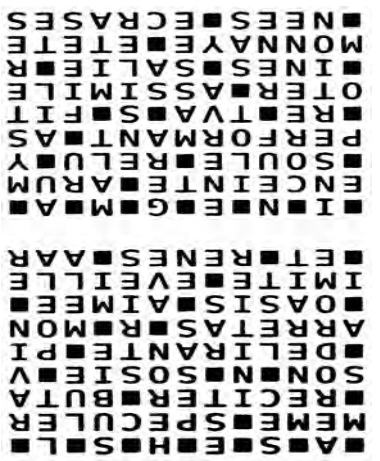
Mots fléchés



Solutions

Mots codés

Mots fléchés



Sudoku

6 4 3	1 8 2	7 9 5
8 1 5	6 7 9	4 3 2
7 9 2	5 4 3	8 6 1
3 6 4	2 5 7	9 1 8
9 5 1	4 6 8	2 7 3
2 7 8	3 9 1	6 5 4
5 2 9	7 3 4	1 8 6
4 3 7	8 1 6	5 2 9
1 8 6	9 2 5	3 4 7

— NUMEROS UTILES —

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d' Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Aït Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraïne :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Aigle Azur :	021 50 91 91
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

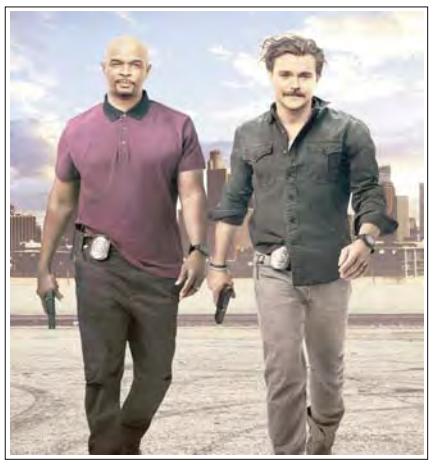
- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d' Or	021 54 25 62

08h00 : Bonjour d'Algérie
09h30 : El Mechouar II
10h00 : Radjeli chef
10h30 : Dans le Champ
11h00 : Questions d'Actu
12h00 : Journal en français
12h25 : Oua Khoudiaâ El Inssane
13h40 : Dar Oum Hani
14h20 : Krim Belkacem
16h50 : Ikhoua El Fadha'e
17h20 : El Djazaïr Tarikh Oua Hadhara
17h35 : El Mechouar II
18h25 : Radjeli Chef
19h00 : Journal en français
19h25 : Zouina Wel Kenna
20h00 : Journal du 20 h
20h45 : Football «Algérie-Tunisie» en direct
22h30 : Expression Livre
23h20 : Festival de la musique malouf

ALGERIE

TF1

21h00 : L'arme fatale



Murtaugh et Cole enquêtent sur le vol d'un camion qui contenait de nombreuses œuvres d'Art de grande valeur. Le chauffeur du fourgon, qui a été blessé par le malfaiteur, fournit quelques indices précieux à Wesley qui le mènent sur une piste prometteuse. Ce dernier profite de sa présence...

PARIS PREMIERE

22h30 : L'homme de Rio

Une statuette amazonienne est volée par de mystérieux personnages au musée de l'Homme, à Paris. Peu de temps après, le Pr. Catalan, spécialiste de la civilisation maltèque, qui avait rapporté l'objet en France est enlevé. Simultanément, une jeune femme, Agnès Villermosa,...

Ô

20h55 : Les évadés

Aux États-Unis, en 1947, Andy Dufresne, jeune banquier, accusé du meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci, est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Alors qu'il clame son innocence, il est enfermé au Centre de Shawshank. Il s'y lie d'amitié avec Red,...

SYFY

21h00 : A Discovery of Witches

Diana passe la journée chez Matthew et apprend à mieux le connaître. Malgré les réticences de son entourage, elle invite le vampire à dîner chez elle et ils se rapprochent dangereusement. Knox se montre de plus en plus pressant envers Diana pour qu'elle lui donne le manuscrit...

.3

21h00 : The Ghost Writer

Alors qu'il écrivait les mémoires d'Adam Lang, ancien Premier ministre britannique, Mike McAra, l'un de ses plus fidèles collaborateurs, est retrouvé mort. Sur l'insistance de son agent Rick Ricardelli, un nègre littéraire accepte de terminer l'ouvrage. Mais ce dernier réalise vite qu'il s'est engagé sur un projet sensible : Lang, en effet, est bientôt convoqué...

CANAL+

21h05 : L'apparition

Jacques Mayano, grand reporter pour un quotidien régional français, quitte un pays du Moyen-Orient où il était posté pour rentrer au pays. Encore marqué physiquement et psychologiquement par sa dernière mission et la perte d'un ami et confrère sur le terrain, Jacques s'isole chez lui quand il reçoit un appel téléphonique du Vatican...

C8

21h00 : Les ombres rouges

Les relations entre Thelma et ses amis commencent à se dégrader, craignant que l'un d'eux aille parler à la police. Pendant ce temps, Antoine enquête sur la mort du chauffeur de taxi, retrouvé sur la route. Il a reçu une balle. Antoine découvre le téléphone de Clara dans le véhicule. Il appelle Aurore, qui lance aussitôt un avis de recherche...

RTL9

20h40 : Code ennemi

Alors qu'il exécute plusieurs contrats, Emerson Kent, un agent de la CIA, refuse de tuer une jeune femme, témoin d'un des assassinats qu'il vient de commettre. Après un examen psychologique, il est transféré à Blackleg Miner, une station de transmission en Angleterre. Il doit veiller sur Katherine, chargée de transmettre des données codées...

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d' Or - El Oued	032 11 89 02
- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Championnats d'Afrique 2019 U18 et U20 d'athlétisme

L'Algérie présente avec 29 athlètes à Abidjan

Vingt-neuf athlètes (22 garçons et 7 filles) représenteront l'Algérie aux prochains Championnats d'Afrique des moins de 18 ans et des moins de 20 ans, prévus du 16 au 20 avril 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire), a-t-on appris, ce lundi, auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

«La sélection algérienne se compose de 11 garçons U18, 11 garçons U20, 4 filles U18 et 3 filles U20» a indiqué l'instance fédérale, en précisant que «ces athlètes ont réalisé les minima exigés pour participer aux prochains Championnats d'Afrique» et que c'est sur cette base qu'ils ont été sélectionnés. Chez les U18 (garçons), l'Algérie sera représentée par Ameur Abdennour (10.000m marche), Karim Belmahdi (3000m), Mohamed-Skander Bahbouh (disque), Ismaïl Benhammouda (10.000m marche), Mohamed Benmansour (110m/haies), Abdelmalek Benziada (disque/marteau), Badreddine Boudrah (décathlon), Mohamed-Ali Gouaned (400m/800m), Abderrahmane Daoud (3000m), Aïssa Lefilef (1500m) et Ayoub Taleb (1500m). Chez les filles de la même catégorie d'âge, les représentantes algériennes sont Rahil Hamel (100m/haies), Nuara Lamzaoui (800m), Fatma-Zohra Ikram Tadjine (Marteau) et Melissa Touloum (5000m marche). Chez les U20 (Garçons), les couleurs nationales seront représentées par Akram Abed (3000m steeple), Mehdi Abidi (10 000m marche), Billel Afer (hauteur), Hicham Bekkouche (400m/haies), Réda Boudechiche (perche), Oussama Cherrad (800m), Rabie Deliba (1500m), Mohamed Abdelhakim Guettouche (100m), Saïd Khoufache (10.000m marche), Mohamed Abderrahmane Zadi (décathlon/110m haies), Mohamed Mahdi Zekraoui (100m). Chez les filles de la même catégorie d'âge, l'Algérie sera représentée par Loubna Benhadja (400m/haies), Katia Hammouraoui (disque) et Widad Yesli (heptathlon).

Bilel C.

Handball

Le MM Batna accède à la division excellence

L'équipe du Mouloudia Mouassassat Batna (MMB), qui évolue en première division de handball (groupe Centre-Est), a rejoint la division excellence (messieurs) après la victoire remportée samedi à la salle omnisports d'El Tarf face à l'US Bouteldja sur le score de 24 à 20. A deux journées de la fin de ce championnat national de la saison 2018-2019 (groupe-Centre-Est), le MM Batna a officiellement accédé dans la cour des grands pour l'exercice prochain. Les Aurésiens ont pris le dessus, après une première mi-temps dominée par les coéquipiers du capitaine Houssam El Gaoubi (16 à 8). Dans une déclaration, le coach du MMB, Abdelhakim Medjahed, a indiqué que ses joueurs «ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour assurer l'accession en division excellence face à un adversaire rude», attestant que son équipe ambitionne de garder «la mainmise» sur la compétition en continuant sur la même lancée. De son côté, le président du club promu, Ramzi Larine, se félicitant d'avoir atteint l'objectif fixé, a estimé que le mérite revient aux staffs, administratif et technique, aux joueurs et fidèles supporters notamment, qui ont soutenu l'équipe durant toutes les rencontres de cette saison. Larine a révélé que cet objectif a été réalisé grâce également «aux efforts consentis et au soutien des autorités locales», notant que son équipe ambitionne de décrocher «une place au podium» lors de la saison prochaine et de repositionner le MMB, champion d'Afrique en 1995 (Cotonou-Bénin), à sa place d'antan.

A signaler que le MM Batna qui a accédé à la première division de handball (groupe Centre-Est) lors de cette saison tient la pole position au classement avec 31 points et maintient un écart de 7 points sur son dauphin, le club d'Alger Centre, après avoir réalisé un parcours de 15 victoires et un nul sur un total de 16 rencontres. **B. C.**

Grand Prix de Saint-Quentin - 10e édition

Yacine Chalel termine à la 34e place

L'Algérien Yacine Chalel, sociétaire du club français Paris Cycliste Olympique (PCO), a terminé à la 34e place du Grand Prix de Saint-Quentin, dont la 10e édition a été disputée dimanche dans l'Aisne, pour le compte de la première manche de la Coupe des Hauts-De-France-Diffusport. La course, disputée sur un circuit de 6.5 km, parcouru 18 fois par les cyclistes, pour une distance totale de 117 km, a été remportée par Rémi Huens, sociétaire du Dunkerque Littoral Cyclisme, en 2h49'08».

Il a devancé Jens Vandenbogaerde (Wielerteam Decock) et son coéquipier Thomas Palade, également sociétaire du Dunkerque Littoral Cyclisme, qui a pris la troisième place.

Chalel a expliqué sa 34e place par «le manque de jus, après une grosse semaine d'entraînement», car le champion d'Afrique 2018 a travaillé très dur ces derniers jours pour préparer «toute une série de courses en ligne», dont la première est prévue samedi prochain.

Ce sera «le Tour Saint-Pourcinois, qui sera suivi du Grand Prix de Saint-Projet en Elite nationale, avant d'enchaîner avec Gislard-Gainsbarre», a encore précisé Chalel.

B. C.

Cyclisme - Tour de Mauritanie «juniors»

L'Algérie 2e au classement par équipes

La sélection algérienne (Juniors/Garçons) de cyclisme a pris la 2e place au classement général «par équipes» du Tour 2019 de Mauritanie, qui s'est achevé hier. L'Algérie a engagé six athlètes dans cette compétition, ouverte également aux seniors, à savoir : Seddik Benganif, Ayoub Sahiri, Youcef Boukhari, Youcef Boudhar, Zaki Farsadou et Hamza Amari, sous la direction du coach national Abdenour Bendib. Les Verts, malgré le manque de préparation, ont remporté trois des cinq étapes inscrites au programme de ce tour, à commencer par Seddik Benganif, qui a remporté la première puis la troisième, alors que son coéquipier Hamza Amari avait enlevé la 4e étape, grâce, notamment, au bon travail de l'équipe. Pour sa part, Youcef Boukhari est entré en 2e position lors de la cinquième et dernière étape, disputée lundi matin entre Zouérate et Fderick. 12 pays ont participé à ce Tour de Mauritanie, à savoir : le Sénégal, le Mali, la Gambie, la Guinée, le Burkina Faso, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la France, la Libye, les Emirats arabes unis et bien sûr la Mauritanie, pays hôte de cette compétition.

A signaler la vilaine chute dont a été victime l'Algérien Youcef Fersadou lors de la première étape, et qui avait nécessité son évacuation à l'hôpital, pour recevoir les soins nécessaires. Fersadou ne souffrait cependant de rien de grave, et il avait retrouvé son équipe suffisamment tôt pour assister à la cérémonie protocolaire du jour, pendant laquelle son coéquipier Benganif avait pris le maillot jaune.

Tournoi international Magic Tours

Makhlouf retenu pour les qualifications

Le tennisman algérien Nazim Makhlouf a été retenu pour disputer les qualifications du tournoi international Magic Tours, prévu du 1er au 7 avril prochain, à Tabarka (Tunisie).

L'Algérien se trouve actuellement au 18e rang de la liste des qualifications qui porte 25 candidats.

Selon les organisateurs, le tournoi sera disputé sur les courts en terre battue du Thabraca tour.

Ce rendez-vous doté de 15.000$, verra la participation de plusieurs joueurs relativement bien classé dans le ranking ATP, notamment le Suédois Markus Eriksson (426e) et le Français Corentin Denolly (427e).

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA D'ILLIZI
COMMUNE D'ILLIZI
CODE FISCAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° ...../2019

Le président d'assemble populaire d'Illizi lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacite minimales dans le cadre de l'opération :

«REHABILITATION DES VOIRIES URBAINES CITE AIN EL KOURSSE ILLIZI

les entreprises intéressées ayant une qualification dans le domaine travaux public classification 4 Et/ou plus activité principale peuvent soumissionner; et ils doivent s'approcher au service technique de l APC D ILLIZI contre un payement de 3.000.DA.Les soumissionnaires doivent adresser leurs soumissions au président d'APC de la commune d'Illizi sous (03) plis anonymes et fermés comprenant l'un, l'offre technique , l'autre, l'offre financière et 3 eme plis dossier de candidature présentées tous dans une enveloppe exterieure fermee et anonyme portant de façon apparentes la mention :ne pas ouvrir

A Monsieur : le Président de l' A P C d'Illizi

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES
PROJET /REHABILITATION DES VOIES A CITE AIN EL KOURSSE ILLIZI .

et ceci dans un délai de 21jours à partir de la 1ere parution du présent avis , dans les journaux nationaux et au bomop
La soumission doit comprendre les pièces suivantes :

- **Offre Financière ;** - Modèle de la soumission dûment rempli, daté et signé.
  -Bordereau des prix unitaires + Devis quantitatif et estimatif dûment remplis, datés et signés.
- **Offre Technique ;**
  - la présente instruction aux soumissionnaires dûment paraphée.
  - Modèle de la déclaration à souscrire+..déclaration de propité. dûment rempli, daté et signé.
  - Cahier de prescriptions spécialisées (C.P.S) signé et paraphé.

-Certificat de qualification catégorie 4 et plus en travaux publique activité principale,en cours des validité copie conforme et légalisée).
- Extrait de rôle apuré ou accompagné d'un échéancier en cas de dette en cours de validité .
  -Mise à jours (CNAS/CASNOS/CACOBATPH) en cours de validité à la date de la soumission
  - Statut (pour les sociétés
  - Casier judiciaire du signataire de la soumission en cours de validité à la date de la soumission.
  - Registre de commerce (nouvelle immatriculation
  - Copie légalisé des bilans fiscaux des 03 dernieres années
  - Planning d'exécution des travaux
  - La liste des moyens materiels mis a la disposition du projet appuyé par des (pièces justificatives).
  - La liste de l encadrement du projet appuyeé par des (pièces justificatives).
- Attestation de réalisation de projets similaires établies par les maîtres d'ouvrages des 05 dernieres anneés(attestation d'exécution dans le domaines du lot choisi)
  - Un copie lisible et légalisée de la carte fiscale
  - Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les entreprises concernées **copie légalisée (dans le contraire l' offre du soumissionnaire serra rejetée.)**

NB : Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant(90+ 21 jours durée de préparation des offres) .Toutes les offres doivent être déposées le dernier jour (le 21ém jours)à compter du 1er jour de la publication du présent avis sur le bomop ou les quotidiens nationaux ; et la dernière heure de dépôt est à 12h00, et L ouverture des plis techniques et financières aura lieu en séance publique au siège de l APC d'Illizi à 14h30mn au même jour de la date du dépôt des offres, en cas ou cette date coïncide un jour férié le dépôt et l'ouverture sera reporter au premier jour ouvrable qui suit cette date a la même heure , par conséquent.

L'Echo d'Algérie : 26/03/2019 **Anep : 1916 007 169**

MO Béjaïa

Les Crabes n'ont plus le droit à l'erreur

Les Vert et Noir du MOB entament la dernière ligne droite avant d'affronter l'USMBA (25e journée de Ligue 1 Mobilis). A quelques semaines de la fin de l'actuel exercice, le club le plus populaire de la wilaya de Béjaïa occupe une place peu reluisante au classement général. Une situation qui oblige les joueurs à se dépasser pour essayer de sortir de cette situation. Les camarades du capitaine Bouledieb Billel savant qu'ils n'ont désormais plus le choix et que les supporters ne leur pardonneront certainement pas un autre faux pas domicile. N'ayant pas enregistré la moindre victoire depuis le début de la phase retour, les joueurs du Mouloudia de Béjaïa ont beaucoup déçu. Cette dernière semaine de préparation doit leur permettre de corriger leurs lacunes et travailler afin d'être prêts pour leur prochaine rencontre. Le coach et ses adjoints auront aussi la possibilité de travailler encore plus certains aspects qui n'ont pas bien fonctionné depuis leur arrivée à la barre technique du club. Pour cela, les joueurs du MOB, qui reprendront les entraînements ce lundi, doivent se rendre à l'évidence, ils doivent s'unir et travailler ensemble pour essayer d'atteindre le maintien dès maintenant, en affrontant l'USMBA, qui se bat pour le même objectif qu'eux.

Les points qui seront mis en jeu contre l'USMBA (25e journée de Ligue 1 Mobilis), seront très importants pour le décompte final. Sachant que le MOB a laissé filer beaucoup de points surtout à domicile, les prochaines rencontres seront très importantes pour décider de l'avenir du club.

Les supporters du MOB qui ont à plusieurs reprises tenté de comprendre les raisons de ce manque de réactivité des joueurs, mais aussi de l'absence de concentration, estiment qu'il est temps pour les joueurs de réaliser une grosse partie pour espérer s'en sortir. Si rien n'est fait durant la prochaine rencontre à domicile, le MOB pourra dire adieu au maintien. Les Vert et Noir doivent travailler sérieusement en étant attentifs aux directives des membres du staff technique et en premier lieu, de l'entraîneur Alain Michel qui a insisté cette semaine sur la nécessité d'élever le niveau général de l'équipe. «Nous avons constaté une certaine amélioration au niveau de certains compartiments qui n'ont pas été performants précédemment. Après avoir réussi à remettre les attaquants en confiance, il était temps pour nous de travailler aussi le côté défensif, qui nous a fait défaut durant la dernière sortie à domicile.» Une déclaration qui rappelle à quel point le groupe en place est fragile, mais que des améliorations sont en train d'être apportées pour tenter de réaliser enfin la première victoire durant cette phase retour.

Coupe d'Algérie (1/4 de finale retour) : MCO-CSC

Large campagne lancée pour inciter les fans oranais à revenir au stade

Une large campagne via les réseaux sociaux et à laquelle participent l'entraîneur du MC Oran, Jean-Michel Cavalli et ses joueurs, a été lancée incitant les supporters de ce club à revenir au stade pour aider leur équipe dans son double challenge: assurer le maintien en Ligue 1 de football et remporter la Coupe d'Algérie.

La campagne, enclenchée il y a quelques jours, vise à remobiliser les supporters locaux qui ont déserté le stade Ahmed-Zabana depuis que leur équipe enchaîne les contre-performances leur valant de chuter en bas du classement, les Hamraoua devançant de deux points seulement le 13e et premier potentiel relégable, le CR Belouizdad. L'entraîneur Cavalli, qui a succédé à Omar Belatoui il y a quelques semaines, mais sans provoquer encore le déclic attendu, a estimé que les supporters mouloudéens sont plus que jamais appelés à revenir en masse au stade pour «encourager leurs joueurs et non les insulter, surtout en cette période difficile que traverse le club». Tout le monde d'ailleurs attend avec curiosité la réaction des fans du club phare de la capitale de l'Ouest du pays dès ce jeudi à l'occasion de la réception du CS Constantine (17h00) en quarts de finale retour de la Coupe d'Algérie. Cavalli, qui tient à offrir un 5e sacre au MCO dans cette épreuve populaire après 23 ans de disette, a lancé la préparation de ce rendez-vous depuis vendredi passé. Il axe beaucoup sur le plan psychologique surtout que les siens restent sur une sévère défaite sur le terrain de l'ES Sétif (4-1) en championnat. Après avoir accroché le CSC lors du match aller à Constantine soldé par un nul (1-1), les Oranais abordent la deuxième manche avec un léger avantage, même si jusque-là ils négocient mal leurs sorties à domicile en championnat, où ils ont obtenu 16 points seulement de 36 possibles. Côté effectif, le coach français pourrait miser sur la quasi-totalité de ses joueurs, à l'exception de l'international espoir, Boumediene Frifer, convalescent, alors que le latéral gauche Zineddine Mekkaoui, grippé, est annoncé incertain.

Bessa N.

Violence dans les stades

Les autorités impuissantes devant ce phénomène

La violence dans les stades devient de plus en plus inquiétante et risque de déboucher sur l'irréparable. Avec une telle ampleur, il faudra s'attendre au pire tant elle s'est répandue même dans les matches de divisions inférieures, qui ne vont plus jusqu'au bout en raison des agressions et des échauffourées. Aujourd'hui, nos stades sont devenus de réels dangers pour tout le monde. Qu'attendent les autorités pour mettre fin à ce phénomène qui ne cesse de nuire à l'Algérie comme en témoignent les nombreux reportages des médias étrangers ? Ce qui s'est produit ici et là est franchement inadmissible et regrettable. L'Etat algérien, par le biais de ses institutions, est interpellé pour éviter d'autres dérives encore plus graves. Le huis clos ou les sanctions financières ne résoudront jamais le problème tant que la majorité des clubs sont tous subventionnés par l'Etat. Chaque week-end, nous assistons à une multitude d'agressions, actes de violence et de dépassements. A Tiaret, plusieurs policiers ont été blessés dans des échauffourées provoquées par des supporters au stade Kaïd-Ahmed, lors du match JSMT-OMA, après la défaite de leur équipe. On a appris également qu'une quinzaine de personnes blessées ont été admises au service des urgences de l'hôpital Youcef-Damerdji de Tiaret. Pour éviter tout dérapage, des mesures ont été prises pour escorter les joueurs de l'OMA. Lors du match CRB Ksar Abtal-CRB Hammam Sakhnan, Régionale 2 de la ligue de Constantine, le jeune arbitre Gueraïche a été agressé et a même failli laisser sa vie parce qu'il a osé accorder un penalty à l'équipe visiteuse. Aussi, lors de la rencontre Olympique Ksar Boukhari-Mouloudia de Cherchell, de la Régionale de Blida, l'arbitre a été également malmené et attaqué, toujours pour avoir sifflé un penalty en faveur des visiteurs. A Aïn Defla, le CR Zaouïa a vécu l'enfer après ce qui s'est passé en début de match avec des intimidations et autres agressions sur les joueurs du CRZ. Déplorable situation. Ce qui se passe dans notre football est intolérable. Des joueurs sauvagement attaqués et intimidés dans les vestiaires. Des arbitres malmenés ou carrément attaqués. Des journalistes menacés.

La violence dans nos stades a atteint un point de non-retour, ce qui signifie clairement que la moralisation du football et lutte contre la violence ou autres actions de sensibilisation ne serviront à rien tant que l'Etat n'intervient pas énergiquement. Les services de sécurité devront sévir pour éviter le pire.

Les délégués des matches sont également interpellés pour prendre leur responsabilité et s'acquérir de leur mission sans prendre parti. Les derniers actes de violence sont là pour témoigner de l'urgence des réactions contre ce phénomène destructeur avant qu'il ne soit trop tard, car le danger est réel. A cette cadence, on peut s'attendre au pire lors des prochaines journées avec au menu des matchs décisifs pour le titre ou bien pour le maintien. Les responsables concernés sont plus que jamais interpellés pour éradiquer ce phénomène. Il n'y a plus de place aux intérêts personnels, sentiments et aux autres considérations au vu de la situation que traverse actuellement le pays.

Les autorités et autres responsables devront prendre conscience de la gravité de ces dépassements et agir avec des décisions draconiennes, quitte à radier à vie des joueurs, des dirigeants et reléguer les clubs sans pour autant oublier de sanctionner les arbitres qui contribuent d'une manière ou d'une autre à cette violence.

Ould Kaddour introduit des réaménagements au sein du MC Alger

Zenir et Bachi en renfort

Le PDG de Sonatrach, sponsor majeur du MC Alger, a procédé à des réaménagements dans la maison du Doyen, ont indiqué, ce lundi, des sources proches du club. Si Abdelmoumène Ould Kaddour a préféré renouveler sa confiance à Kamel Kaci Saïd, en le maintenant comme directeur général, il a désigné Abdelawab Zenir au poste de manager général et Zoubir Bachi, porte-parole officiel. A rappeler que les deux nouveaux cadres du Mouloudia, ont participé, en tant que joueurs, à la grandeur du Mouloudia dans les années 70 où ils avaient, notamment décroché le titre de champion d'Afrique en 1976, sous la férule du duo Zouba-Smaïl Khabatou, alors qu' Abdelakeder Drif présidait aux destinées des Rouge et Vert. Bacha, médecin de formation évoluait au poste de milieu offensif et Zenir comme libéro.

Algérie-Tunisie

Des retrouvailles entre de vieilles connaissances

L'équipe nationale doit une revanche à ses fans à l'occasion du rendez-vous amical de ce soir (20h45) à Blida, face à son homologue de la Tunisie, notamment après le décevant match nul concédé par la troupe de Belmadi face à la Gambie, vendredi dernier.

Le test de ce mardi n'a aucune incidence sur le plan comptable. Il s'agit d'une joute de préparation entre deux voisins qui se connaissent parfaitement. D'ailleurs, la Tunisie est devenue l'une de bêtes noires de la sélection algérienne. Les dernières confrontations entre les deux nations sont revenues chaque fois au profit des Aigles de Carthage. La dernière en date est celle qui a opposé les deux équipes au Gabon pour le compte de la CAN-2017. La rencontre s'est soldée par la victoire des Tunisiens sur le score de 2 à 1. Pour trouver trace d'une victoire algérienne sur son voisin de l'Est, il faut remonter à l'année 2011 et une victoire en amical (1 – 0) au stade Mustapha-Tchaker. La même enceinte abritera les retrouvailles de ce soir. Les Verts vont-ils réussir à inverser la tendance ? Il faut savoir que cette rencontre se jouera sans pression de part et d'autre. Les deux équipes qui se sont qualifiées assez aisément, débutent leur phase de préparation pour la CAN-2019. Côté algérien, les nombreux cadres qui ont été laissés au repos lors du match contre la Gambie devront retrouver leur place dans le onze. Avec les Mahrez, Feghouli, Bensebaini, Atal, Bounedjah et autres Mandi, les Verts auront un tout autre visage ce soir. Cela dit, de nouveaux capés seront également de la partie. L'on pense à Victor Lakehal, ainsi qu'au gardien de but Alexander Oukidja en l'absence du gardien titulaire, Raïs M'Bolhi. Saïd Benrahma, pour sa part, sera l'autre attraction, lui qui brille de mille feux actuellement avec son équipe anglaise Brentford. Au moment où Hicham Boudaoui a été laissé à la disposition de l'équipe nationale espoirs qui dispute ce mardi au stade du 5-Juillet son match retour contre la Guinée Equatoriale (0 à 0 à l'aller). Une rencontre comptant pour les éliminatoires de la CAN des espoirs. Quant à Youcef Belaïli, il a rejoint son équipe, l'ES Tunis, qui s'apprête à disputer la Supercoupe d'Afrique, face au Raja. A l'instar d'ailleurs de ses coéquipiers en club, les Tunisiens Aymen Ben Mohamed, Anice Badri Taha et Yassine Khenissi qui manqueront aussi le rendez-vous de Blida. Ils ne seront pas les seuls, côté tunisien, puisque les joueurs de l'ES Sahel Wajdi Kechrida et Mohamed Amine Ben Amor seront également absents. L'ESS prépare son match retour de la demi-finale de la Coupe arabe face à Al Merreikh du Soudan. Beaucoup de défections, donc, chez les Tunisiens surtout si on ajoute les blessés Bronn, Skhiri et Khazri. N'empêche, Alain Giresse, le nouveau sélectionneur des Aigles de Carthage, a déclaré, hier, à sa descente d'avion qu'il est venu à Alger pour «disputer un match sérieux, malgré les innombrables blessés». Son équipe vise en tout cas la victoire. Djamel Belmadi et sa bande sont avertis. Par ailleurs, l'on s'attend, ce soir, à une plus grande affluence du public, par rapport au dernier match des Verts devant la Gambie. L'on espère enfin à assister à un match plaisant et ouvert, même si les joutes entre Algériens et Tunisiens ont souvent été serrées se terminant sur un score étriqué.

Ali Nezlioui

Boudaoui libéré au profit de la sélection des U23

Le néo-international algérien du Paradou AC (Ligue 1/ Algérie), Hicham Boudaoui, a été libéré par le sélectionneur national Djamel Belmadi pour rejoindre l'équipe des moins de 23 ans (U23) en vue du match prévu mardi face à la Guinée équatoriale au stade du 5-Juillet (17h00), comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 de la catégorie, a annoncé, ce lundi, la Fédération algérienne de football (FAF) sur sa page Facebook. Convoqué pour la première fois en équipe A, Boudaoui (19 ans) a été titularisé vendredi dernier face à la Gambie (1-1) au stade Mutsapha-Tchaker de Blida, en clôture des qualifications de la CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet). Boudaoui devient le deuxième joueur à être libéré durant la semaine, après le milieu offensif Youcef Belaïli, mis à la disposition de l'ES Tunis, qui affrontera vendredi à Doha (Qatar) les Marocains du Raja de Casablanca en Supercoupe d'Afrique des clubs. La sélection des U23 a réalisé une excellente opération en match aller, en tenant en échec la Guinée équatoriale samedi à Malabo. En cas de qualification, les joueurs de l'entraîneur français Ludovic Batelli rencontreront au dernier tour le vainqueur de la double confrontation entre le Ghana et le Gabon.

UNAF U15

Les Verts terminent 2es

La troisième journée du tournoi UNAF U15 qui s'est déroulée, dimanche, à Oran a vu la sélection algérienne prendre le meilleur sur la Libye (1-0) alors que le Maroc a frappé fort face à la Mauritanie (8-0). La sélection nationale U15 termine 2e du tournoi derrière le Maroc qui s'est adjugé la 1e place. Rappelons que cette sélection U15 a été mise en place juste avant ce tournoi suite à la grande détection effectuée par les espagnols en vue du lancement des trois centres de formation fédéraux d'ici le mois de septembre. Rappelons aussi que la sélection U15 du Maroc qui a terminé première est composée de joueurs issus de l'académie Mohammed VI et que les joueurs évoluent ensemble depuis deux ans.

Ligue des champions de la CAF

CS Constantine- ES Tunis les 6 et 13 avril

La double confrontation des quarts de finale de la Ligue des champions entre les Algériens du CS Constantine et les Tunisiens de l'ES Tunis aura lieu les 6 et 13 avril prochain, selon le programme de la compétition publié ce lundi par la Confédération africaine de football (CAF). Le match aller se déroulera le samedi 6 avril prochain à 17h00 au stade Chahid Hamlaoui de Constantine tandis que la manche retour aura lieu le samedi 13 avril à 17h00 au stade olympique de Radès (Tunis). En cas de qualification, le représentant algérien affrontera le vainqueur de la double confrontation entre les Tanzaniens de Simba SC et les Congolais de TP Mazembe.

Les Aigles de Carthage à pied d'œuvre à Blida

La sélection tunisienne de football a rallié, hier, à bord d'un vol spécial, la ville de Blida où elle affrontera en match amical son homologue algérienne, mardi 26 mars au stade Mustapha-Tchaker à partir de 20h45. La délégation tunisienne est composée de 20 joueurs dirigés par le sélectionneur français Alain Giresse. Une seule séance d'entraînement est programmée à Blida Le onze tunisien est amoindri par l'absence des joueurs de l'Espérance : Aymen Ben Mohamed, Anice Badri, Taha Yassine Khenissi et des deux joueurs de l'Etoile du Sahel : Wajdi Kechrida et Mohamed Amine Ben Amor. Ces éléments ont rejoint leurs clubs respectifs engagés en Supercoupe d'Afrique des clubs pour l'Espérance face au Raja Casablanca le 29 mars à Doha et en demi-finale retour de la Coupe arabe des clubs pour l'Etoile face à El Merrikh du Soudan le même jour à Oum Dorman. L'équipe tunisienne a bouclé avec succès, vendredi dernier, les qualifications pour la CAN-2019, en remportant un large succès sur Eswatini (ex-swaziland) 4-0 au stade olympique de Radès pour le compte de la 6e et dernière journée du groupe D. De son côté, la sélection algérienne a terminé leader de son groupe malgré le nul concédé face à la Gambie (1-1), vendredi dernier, à Blida, en clôture des éliminatoires de la CAN 2019.
Les 20 joueurs tunisiens retenus pour le match face à l'Algérie : Farouk Ben Mustapha, Mouez Hassen, Aymen Mathlouthi, Mohamed Drager, Larry Azouni, Rami Bedoui, Yassine Meriah, Syam Ben Youssef, Ali Maaloul, Oussema Haddadi, Ferjani Sassi, Ghazi Ayadi, Houssem Habbassi, Bilel Saïdani, Naim Sliti, Seifeddine Khaoui, Bassem Srarfi, Youssef Msakni, Firas Chawat et Yassine Chammakhi.

Mahrez soutient le mouvement populaire

L'ailier international algérien de Manchester City (Premier League anglaise), Riyad Mahrez, a apporté son soutien aux manifestations populaires qui se déroulent en Algérie depuis le 22 février contre le système. «J'ai suivi vraiment ce qui se passait. Je pense que chaque Algérien mérite de bien vivre dans son pays, c'est une chose importante. Nous sommes un peuple super, on est 42 millions. Par exemple dans notre domaine, il y a beaucoup de jeunes talents, c'est important de les encadrer, d'être avec eux et les suivre», a-t-il affirmé dans un entretien accordé, dimanche soir, à la radio digitale algérienne «Jow Radio». Après avoir observé le mutisme durant les premières semaines des manifestations populaires, la famille du football algérien en général, et celle de l'équipe nationale en particulier commence à réagir et se joindre au mouvement. La réaction de Mahrez intervient une semaine après celle du sélectionneur national Djamel Belmadi, suivi quelques jours plus tard par le président de la Fédération algérienne (FAF) Kheireddine Zetchi qui ont approuvé le mouvement populaire.

www.lechodalgerie-dz.com Mardi 26 mars 2019 - 19 Radjab 1440 Nº 2053 - prix : 10 DA - 1€

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo

	Alger	Oran	Constantine	Ouargla	Béchar
Min°	7°	9°	4°	14°	13°
Max°	16°	22°	14°	28°	24°

Horaires des prières Alger

El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
05:08	12:54	16:25	19:09	20:30

Conférence internationale de solidarité avec le peuple sahraoui

Lamamra prend part à Pretoria à la réunion ministérielle préparatoire

Ramtane Lamamra, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, prend part, aujourd'hui, à la réunion ministérielle préparatoire à la Conférence internationale de solidarité avec le peuple du Sahara occidental qui se tiendra à Pretoria.

Cette conférence s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Sommet de la Communauté de Développement des Etats de l'Afrique australe, tenu en août 2018. Elle vise à réaffirmer la solidarité avec le peuple du Sahara occidental et à apporter un appui à la lutte de ce dernier pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination, conformément aux principes qui ont présidé à la décolonisation du continent africain. La Conférence de Pretoria enregistrera la participation de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement dont, notamment, les présidents de Namibie, d'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Botswana, du Lesotho et d'Ouganda. Seront également présents d'anciens présidents comme Olusegun Obasanjo, du Nigeria, ainsi que des délégations de haut niveau de pays non africains, notamment Cuba, le Nicaragua, le Venezuela et Timor-Leste. Elle impliquera, enfin, plusieurs organisations de la société civile africaine.

ANP

Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection à la 4e Région militaire

Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue, une visite de travail et d'inspection de trois jours à la 4e Région militaire à Ouargla, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Lors de cette visite, le général de corps d'armée «supervisera un exercice tactique avec munitions réelles visant le contrôle de la 2e phase de la préparation au combat, procédera à l'inspection de certaines unités et tiendra des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la 4e Région militaire», a précisé le communiqué.

Naufrage d'un bac à Mossoul - Irak

Noureddine Ayadi signe le registre de condoléances

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Noureddine Ayadi, a signé, hier, au siège de l'ambassade d'Irak à Alger, le registre de condoléances, suite au naufrage d'un bac dans la ville de Mossoul, ayant fait au moins 100 victimes. «Nous avons appris avec une grande affliction et tristesse la nouvelle du tragique naufrage d'un bac sur le fleuve du Tigre à Mossoul, le 23 mars 2019, ayant fait plusieurs martyrs et disparus parmi les enfants du peuple irakien frère», a écrit Ayadi sur le registre des condoléances.

«En cette douloureuse épreuve, nous vous présentons ainsi qu'aux familles des victimes, nos sincères condoléances et notre profonde compassion, priant Dieu, Tout Puissant, d'accorder aux victimes sa Sainte Miséricorde, de les accueillir en Son Vaste Paradis et d'assister leurs proches, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés», a ajouté le SG du ministère des Affaires étrangères. Les victimes de cet accident survenu dans la ville de Mossoul, deuxième grande ville d'Irak, étaient en majorité des femmes et des enfants.

• Salon international de l'agro-alimentaire

Les Américains proposent leurs «services» agricoles à Oran

Le service agricole de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie invite les acteurs algériens de la filière lait à assister au forum dédié à l'univers du lait et ses dérivés qui se déroulera, le 27 mars 2019, lors la 7e édition du Salon international de l'industrie agro-alimentaire (SIAG) à Oran, au Centre des conventions Méridien. Soucieux d'attirer d'éventuels partenaires dans le domaine de l'agro-alimentaire, l'ambassade des Etats-Unis a fait appel à des participants algériens du «Programme de bourses Cochran» pour faire des présentations sur l'élevage laitier aux USA et partageront leurs expériences avec les professionnels du domaine. Dans un communiqué rendu public, il y est précisé que le Programme de bourses Cochran, a pour objectif d'offrir des formations de qualité aux spécialistes et cadres activant dans les domaines des politiques commerciales et agricoles ; du développement de l'agroalimentaire ; du marketing et des sciences animales, végétales et alimentaires. L'objectif étant d'améliorer les systèmes agricoles locaux, tout en renforçant et développant les relations commerciales avec les Etats-Unis. Depuis sa création en 1984, le «Programme de bourses Cochran» a assuré la formation de plus de 18 000 participants issus de 126 pays, dont 190 Algériens. Il couvre des domaines aussi variés que le marketing et le commerce agricoles, l'élevage et la transformation laitière, la sécurité alimentaire, la politique agricole, la biotechnologie, l'inspection de la viande et de la volaille, la génétique et la gestion du bétail, la gestion de supermarchés, de restaurants et d'hôtels et la vente au détail de produits alimentaires, la transformation, la manutention et la gestion des céréales et le développement rural.

• Année scolaire 2018/2019

Le ministère de l'Education publie les résultats du 2e trimestre pour les établissements inscrits sur la plate-forme numérique

Le ministère de l'Education nationale a dévoilé, hier, les résultats des élèves ayant obtenu la moyenne au deuxième trimestre de l'année scolaire 2018/2019 pour les établissements ayant inscrit leurs notes dans la plate-forme numérique. Ces résultats concernent 90,62% des écoles primaires, 96,4% des CEM et 89,05% des lycées. 85,79% des élèves de deuxième année du cycle primaire ont obtenu la moyenne contre 85,94 % pour la troisième année, 84,91% (4e année) et 96,38% (5e année). Pour le cycle moyen, 63,08% des élèves de première année ont obtenu la moyenne, 71,19% (deuxième année), 72.16% (troisième année) et 73,28% (quatrième année). Concernant le cycle secondaire, le taux des élèves de première année ayant obtenu la moyenne a atteint 64,82% contre 71,65% (deuxième année) et 44,50% (troisième année).

Augmentation des frais d'inscription aux universités françaises

Une mesure qui a suscité l'indignation des étudiants algériens

Le taux d'inscription des Algériens aux universités françaises est en forte baisse, selon un rapport d'information publié le 13 mars par l'Assemblée nationale française, conduit par la Commission des Affaires étrangères concernant l'accueil des étudiants étrangers en France. Ce rapport est une réponse à la stratégie «Bienvenue en France – Choose France», présentée le 19 novembre 2018, par le Premier ministre français, Edouard Philippe, dans laquelle il est, notamment, question d'une hausse des frais de scolarité pour les étudiants «n'étant pas ressortissants d'un pays de l'Espace économique européen ou de la Suisse». D'après la Commission des Affaires étrangères, l'objectif de la stratégie «Bienvenue en France – Choose France» serait de «relever le défi de l'attractivité internationale de l'enseignement supérieur français. Il consiste en «trois piliers» : de «meilleures conditions d'accueil aux étudiants internationaux», le «renforcement du rayonnement de l'enseignement supérieur français à l'étranger», et «l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants internationaux extra européens». C'est ce dernier «pilier» qui a d'ailleurs suscité l'indignation des étudiants concernés et beaucoup de colère au sein des étudiants algériens en France. S'en sont même suivis plusieurs rassemblements et manifestations en contestation de ce qui a pu être perçu comme une discrimination. En France, le nombre d'étudiants algériens a évolué de 47% entre l'année scolaire 2008-2009 et l'année 2017-2018, faisant de l'Algérie, selon le rapport, l'un «des trois pays les plus représentés» dans les universités françaises avec le Maroc et la Chine. Ainsi, les futurs étudiants algériens seront parmi les plus touchés par cette augmentation des frais d'inscription. D'après le rapport, le gouvernement français «souhaite mettre en place une différenciation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers extra-européens» afin de «dégager des ressources nouvelles pour les établissements d'enseignement supérieur, afin de financer leurs politiques d'attractivité et l'amélioration des conditions d'accueil des étudiants étrangers». En Novembre 2018, la Cour des comptes française «dans son rapport consacré aux Droits d'inscription dans l'enseignement supérieur public estime «risquée» l'hypothèse d'une évolution à la hausse des droits d'inscription pour les seuls étudiants étrangers non ressortissants d'un pays de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse». Selon le rapport, «une telle hausse des droits de scolarité pour les seuls étudiants étrangers extra-européens pourrait en dissuader un certain nombre de venir poursuivre leurs études supérieures en France». En ce qui concerne les étudiants algériens, il y a eu «une baisse significative du nombre de candidatures déposées, auprès de Campus France, par rapport à l'an passé» avec 28 230 dossiers de candidatures au 26 février 2018 contre 16 596 au 25 février 2019, soit une baisse de -41,21%. Il s'agit de la plus forte baisse du nombre global de candidatures soumises à Campus France d'un pays extra-européen devant la Guinée, la Tunisie et le Maroc.

L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information
www.lechodalgerie-dz.com